14e année
numéro 280

la révolution prolétarienne

10 Octobre 1938
prix : 2 francs

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

Ceux qui ont imposé la paix : les déserteurs

Tchécoslovaquie et France
par Robert LOUZON

Crise à la C.G.T.
par M. CHAMBELLAND

Deux remarques
par A.-V. JACQUET

En pleine illégalité : persécutions contre la R.P.

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél. : **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 280

(10 octobre 1938)

Tchécoslovaquie et France ..... R. Louzon
Deux remarques ..... A.-V. Jacquet
Ceux qui ont imposé la paix : les déserteurs.

La Renaissance du syndicalisme

Crise à la C.G.T. ..... M. Chambelland

Faits et documents

L'accord de Munich. — La résolution de la C.A. de la C.G.T. du 21 septembre. — Un commentaire de René Belin. — La résolution du 1er octobre. — Comptes rendus non officiels. — L'action du Centre syndical contre la guerre. — L'initiative des instituteurs et des postiers. — Les marins, les mineurs, les dockers...

Entre nous

En pleine illégalité : persécutions contre la *R. P.*

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

LES PORTRAITS DE TROIS GRANDS INTERNATIONAUX

JULES VALLES
MEMBRE DE LA COMMUNE
Gravure de 47 cm. sur 32 cm.
Prix : 5 fr.

EUGENE POTTIER
AUTEUR DE L'« INTERNATIONALE »
Carte postale
Prix : 0 fr. 50

PIERRE DE GEYTER
AUTEUR DE LA MUSIQUE DE L'« INTERNATIONALE »
Carte postale
Prix : 0 fr. 50

Ce sont des éditions du
MUSEE DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE REIMS

Adresser les commandes avec leur montant en timbres-poste à
R. Girard, 14, rue Jean-Pussot, REIMS

Tchécoslovaquie et France

Une nouvelle monstruosité des traités de 1919 vient de disparaître : les Allemands des bordures de la Bohême ont retrouvé le droit de se déterminer eux-mêmes, le droit de s'unir dans le même Etat que les autres Allemands. Ainsi, sous les coups répétés d'Hitler, l'édifice de Versailles tombe en pièces : la monstruosité qui obligeait l'Allemagne à rester désarmée au milieu de peuples surarmés, — la monstruosité qui obligeait l'Allemagne à ne pas fortifier, ni occuper militairement toute sa région frontière, alors que celle d'en face était munie des fortifications les plus perfectionnées, — la monstruosité qui interdisait aux Allemands d'Autriche de s'unir aux Allemands d'Allemagne, — celle, enfin, qui soumettait aux Tchèques les Allemands des Sudètes, sont successivement disparues. Il ne reste à peu près plus rien, au moins en ce qui concerne l'Allemagne (1), de l'œuvre de Clemenceau et de Poincaré, de la dernière grande tentative impérialiste de la France.

Et la « justice immanente », qui n'est que la logique de l'Histoire, est telle que le dernier acte de cet abandon de l'impérialisme de Versailles n'a pu s'accomplir que par le déshonneur de la France et la perte de tout ce qui pouvait encore lui rester dans le monde d'influence et de prestige.

LA MITTELEUROPA EST FAITE

On s'était peut-être étonné qu'au cours de nos précédentes notes sur la Tchécoslovaquie, nous parlions seulement du rattachement des Sudètes à l'Allemagne, et non de leur autonomie, bien qu'en ces moments, c'était seulement la question de l'autonomie qui était posée.

C'était pour deux raisons.

La première était qu'une telle autonomie était manifestement impossible. On ne fabrique pas une Suisse à volonté. Des cantons qui, après avoir, pendant des siècles, lutté pour leur indépendance contre de puissants voisins, finissent par se fédérer pour assurer en commun leur commune indépendance, ont suivi une marche exactement opposée à celle qui aurait consisté à diviser en compartiments un pays peuplé depuis des siècles de deux peuples ennemis, dont il y en a toujours eu l'un qui a dominé l'autre. A la rigueur, la chose eût pu être tentée en 1919, alors que les Tchèques, auréolés de leur victoire, pouvaient espérer de la reconnaissance en se montrant spontanément généreux, mais, en 1938, une autonomie donnée sous la pression de la contrainte à un peuple entièrement dévoué, non à l'Etat dont il aurait fait partie, mais à un puissant Etat voisin, n'était manifestement pas viable. Elle n'aurait fait que perpétuer la lutte, en la transposant simplement sous une nouvelle forme.

(1) Signalons qu'il y a cependant encore les Allemands d'Eupen, en Belgique, ceux du Tyrol du Sud en Italie, et peut-être, en partie, ceux du Schleswig au Danemark, qui demandent leur rattachement au Reich.

La seconde raison pour laquelle je me gardais de préconiser la solution d'autonomie est qu'elle était la plus dangereuse pour l'indépendance tchécoslovaque. L'autonomie eût en effet assuré à Hitler un moyen d'intervention constante, par l'intermédiaire des cantons sudètes, dans les affaires de la Tchécoslovaquie toute entière. C'était d'ailleurs là, bien évidemment, la raison pour laquelle, ainsi que je l'ai signalé dans la *R. P.* du 10 juin dernier, l'autonomie avait, jusqu'au dernier moment, les préférences d'Hitler. Jusqu'à la veille du voyage à Berchtesgaden le parti henleinien, c'est-à-dire Hitler, revendiquait uniquement l'autonomie, répudiait publiquement tout désir d'annexion à l'Allemagne, acceptait, après le voyage officiel de Henlein auprès d'Hitler réclamé par lord Runciman, le projet d'autonomie du gouvernement tchèque comme base de discussion, toutes choses qui, évidemment, ne correspondent pas à une action qui eût été orientée par un désir d'annexion à l'Allemagne.

Pourquoi Hitler a-t-il brusquement changé d'avis? Pourquoi a-t-il fait proclamer subitement la sécession des Sudètes par Henlein, leur retour au Reich, au lieu de leur autonomie au sein de l'Etat tchécoslovaque? Peut-être y a-t-il eu à cela, comme toujours, des raisons occasionnelles : peut-être Hitler a-t-il voulu ainsi pouvoir présenter à Chamberlain une demande que celui-ci ne pourrait accepter, ce qui permettrait, tout en semblant faire des concessions, d'obtenir pour les Sudètes des droits plus étendus que ceux jusque-là prévus. Peut-être aussi la solution consistant à amener la Tchécoslovaquie sous la souveraineté de l'Allemagne au moyen d'une guerre incessante par l'intermédiaire des cantons sudètes a-t-elle finalement paru à Hitler trop longue et trop difficile, et a-t-il préféré tenir plutôt que de courir. Je ne sais. Mais, en tous cas, c'est ailleurs à mon sens qu'il faut chercher la raison profonde du revirement de la politique allemande. Il faut la chercher chez les Sudètes eux-mêmes. Ce qu'en effet ceux-ci voulaient, ainsi qu'il résulte très fortement des conversations que j'ai eues dans le pays, *ce n'était pas l'autonomie, c'était l'annexion au Reich.* Monsieur Tout le Monde a plus d'esprit que Monsieur de Voltaire, disait-on à l'époque où l'on ne croyait pas encore aux Hommes-Providence; Monsieur Tout le Monde a plus de sens politique que les idéologues et sait se méfier des politiques trop compliquées dont il aurait à payer les frais. Les Sudètes se rendaient parfaitement compte que le régime d'autonomie qu'on leur proposait ne pouvait pas tenir, que c'était une expérience qui, non seulement ne pouvait pas réussir, mais qui, en outre, tant qu'elle durerait, aurait, pour eux, des effets désastreux, que la joie de servir ainsi les desseins politiques de leur Führer bien-aimé ne pourrait tout de même pas compenser.

Et l'Angleterre? — Pourquoi Chamberlain, dont la politique semblait jusqu'au dernier

moment uniquement orientée vers l'autonomie, Chamberlain qui, quinze jours à peine avant Berchtesgaden, prenait soin d'affirmer officiellement que la politique de modification des frontières tchécoslovaques préconisée dans le fameux article du *Times* n'était pas celle du gouvernement, pourquoi a-t-il immédiatement accepté à Berchtesgaden la solution de l'annexion, si même ce n'est pas lui qui l'a proposée?

En ce qui concerne Chamberlain personnellement, la réponse est simple. On sait que Chamberlain est l'homme de la Cité, et le *Times* le porte-parole de la Cité (2). Dès le jour où la Cité eut fait connaître sa volonté par le canal du *Times,* Chamberlain ne pouvait en avoir une autre; il était sûr dès ce moment que sa politique serait celle de l'annexion, juste après le temps moralement nécessaire pour retourner sa veste.

Mais pourquoi la Cité, elle, s'est-elle décidée pour une modification de frontières? Si l'on en croit la presse américaine, ce serait exactement pour la même raison que celle qu'avait Hitler de ne pas vouloir l'annexion et que je viens de rappeler. L'autonomie des Sudètes est apparue aux financiers britanniques comme l'arme qu'emploierait Hitler pour dominer la Tchécoslovaquie, et, de là, partir à la conquête de tout le bassin danubien. Pour empêcher, autant que possible, cette conquête, la finance britannique voulait garder une Tchécoslovaquie indépendante et forte, et pour cela il fallait la débarrasser du boulet des Sudètes et de leur autonomie.

Ce calcul me semble faux. Non pas que l'homogénéité désormais acquise par la Tchécoslovaquie ne doive accroître sa force, non pas que celle-ci ne puisse peut-être conserver son indépendance, mais parce que le calcul de la Cité ne tient pas compte d'impondérables qui, dans les circonstances actuelles, sont appelés à jouer le rôle déterminant. Croire que ce qu'après l'Occident lui a fait, le peuple tchécoslovaque acceptera de continuer à jouer le rôle de soldat de l'Occident contre l'Allemagne me paraît une erreur grossière. Il y a des trahisons qui ne sauraient s'oublier. La Tchécoslovaquie savait que depuis toujours, l'Angleterre n'avait jamais été très chaude pour le maintien des frontières de 1919; mieux renseignés que nos ignorantissimes « hommes d'Etat » français, les gouvernements anglais qui se sont succédé depuis vingt ans se rendirent tous bien compte qu'il faudrait changer cela un jour ou l'autre. Et les Tchécoslovaques le savaient. Mais la France! C'était elle qui avait fait la Tchécoslovaquie; c'était elle qui avait fixé ses frontières; c'était elle dont les multiples gouvernements, de droite ou de gauche, qui s'y étaient succédé depuis 1918, avaient proclamé, tous, l'intégrité de la Tchécoslovaquie comme l'article premier de leur programme; les frontières tchécoslovaques leur étaient, assuraient-ils, aussi « sacrées » que celles de la France, et ils continuèrent à le crier à tout vent, chaque dimanche et chaque jour de semaine... *jusqu'au dernier moment.* Puis, instantanément, sur un signe du maître de Londres, ils obligent à détruire... ce qu'ils avaient juré de maintenir; c'est à leurs amis qu'ils envoient un ultimatum, afin que ceux-ci se soumettent aux exigences contre lesquelles précisément ils s'étaient engagés à les défendre!

Contre une pareille trahison, la réaction des Tchécoslovaques a été immédiate et considérable, et ce sont de ces réactions profondes dont il est vain d'espérer qu'elles ne dureront qu'un jour. Du jour au lendemain, le Français, dieu jusque-là, est devenu l'être le plus méprisé et le plus haï. Des jeunes femmes françaises ont vu leur vie devenir si intenable à leur bureau qu'on dut leur éviter de venir durant plusieurs jours en les portant malades; d'autres, qui voulaient entendre le discours de Daladier (!) se sont vu refuser par toutes leurs amies la mise de leur appareil de T.S.F. sur une station française. Quant aux hommes, ils ont dû tous, pour échapper à l'orage, suivre l'exemple de l'attaché militaire français à Prague : se mettre à la disposition, les jeunes, de l'armée tchécoslovaque, les vieux, des services civils.

Le dernier événement a ouvert les yeux des Tchèques sur le « véritable visage de la France », mais il n'est en fait que la répétition de toute une série d'autres. Depuis quatre ans pour le moins, toute la politique étrangère française n'a consisté qu'en trahisons. La France avait fondé sa politique sur la S.D.N., sur le respect, par chacun des Etats membres, de l'existence des autres membres de la S.D.N. et Laval, premier ministre français, s'en fut à Rome livrer l'Abyssinie, membre comme elle de la S.D.N., à l'Italie. Moins de deux ans après, un gouvernement français qui se prétendait internationaliste, qui faisait figurer en tête de son programme le devoir de solidarité internationale à l'égard du socialisme et des ouvriers de tous pays, organisait le boycott mondial des armes contre un gouvernement socialiste de l'Espagne républicaine se défendant contre le fascisme! La trahison du gouvernement français à l'égard de la Tchécoslovaquie n'est donc pas le résultat d'un accident, mais la suite d'une habitude. Qu'il s'agisse de gouvernements de droite, de gouvernements socialistes, ou de gouvernements radicaux, la seule politique de la France, depuis quatre ans, a été la politique de la trahison. Trahir les engagements les plus solennels, trahir ses amis aux moments les plus critiques, est devenu un fait véritablement « national », la seule politique nationale que ce pays soit maintenant capable de faire.

C'est de cela dont se sont tout à coup aper-

(2) La Cité, c'est-à-dire la grande finance internationale, a joué manifestement un rôle considérable durant toute cette crise. On peut s'en rendre compte notamment par le fait que les grands souteneurs de la « Paix », en France, dans les partis de gauche, furent ceux qui sont les porte-paroles habituels de la finance : Bonnet, de Monzie, le journal l'*Œuvre.*

çus, à travers l'éclair fulgurant des derniers événements, les Tchécoslovaques. Mais ils ne sont pas les seuls : leurs voisins l'ont vu également. Et il serait puéril de penser qu'ils n'en ont pas tiré, eux aussi, les conséquences. Il n'y a pas un pays danubien qui ne sache désormais qu'il ne peut pas compter sur la France. Pour eux tous le mot « France » est devenu l'exact synonyme du mot « trahison ». Mais alors, si on ne peut pas compter sur la France, sur quoi, sur qui peut-on s'appuyer, en Europe centrale, contre l'emprise allemande? On n'a plus rien. C'est pourquoi Hitler n'a plus qu'à se montrer, et le Danube est à lui. On peut dire, sans exagération, que, dès maintenant, la Mitteleuropa est faite. Hongrie, Yougoslavie, Roumanie, Grèce peut-être, sont virtuellement aujourd'hui, et seront effectivement demain, les satellites de l'Allemagne. Le Reich s'étendra de la mer du Nord à la Méditerranée; le vieux rêve des anciens empereurs germaniques sera réalisé, simplement décalé vers l'Est.

Certes, la chose ne se passera peut-être pas absolument sans accroc, sans quelques difficultés de temps à autre, mais celles-ci seront facilement solubles.

En Hongrie, Hitler a une arme puissante entre les mains. On sait que le régime social hongrois est le plus réactionnaire qui soit, c'est le régime de la grande propriété féodale, des propriétés de centaines de mille d'hectares, dont les détenteurs, les magnats, sont en même temps les maîtres de l'Etat. Dès lors, Hitler a, tout naturellement, basé le mouvement national-socialiste hongrois sur la revendication de la terre : la réforme agraire, le partage des grandes propriétés, constituent l'essentiel du programme nazi du commandant Szalassi, provisoirement emprisonné. Pour s'assurer la Hongrie, Hitler a donc le choix entre deux méthodes : ou bien obtenir le concours de l'actuel gouvernement de magnats en lui faisant craindre une révolution intérieure, ou bien faire faire cette révolution afin d'établir un nouvel Etat purement national-socialiste s'appuyant sur des paysans désormais satisfaits. Il est bien probable que c'est la seconde méthode qu'Hitler choisira, car elle fera sa position beaucoup plus solide puisque s'appuyant sur une base sociale, au lieu de n'être que le fruit d'une combinaison politique.

En ce qui concerne la Roumanie, la solution sera peut-être moins aisée. L'antisémitisme des fruits secs des Universités, désireux de monopoliser les « places », est vraiment une base sociale bien étroite pour qu'on puisse, sur elle, baser un mouvement intérieur. Mais on pourra jouer de la pression extérieure. La Roumanie compte plus d'un million de Hongrois, en bordure de la Transylvanie et au cœur même de celle-ci; c'est un excellent motif pour une intervention d'une Hongrie nazifiée. De toutes manières d'ailleurs il faudra que le problème des Hongrois de Transylvanie soit résolu pour que la Hongrie et la Roumanie puissent être unies dans une même constellation politique. Hitler aura à imposer son arbitrage. Les Hongrois de la bordure transylvaine reviendront probablement à la Hongrie, tandis que ceux du centre resteront à la Roumanie, à moins qu'un corridor, analogue au corridor polonais, ne les rattache eux aussi à la Hongrie.

Si étendus que puissent paraître tous ces remaniements, ils peuvent être opérés assez rapidement, et le seront sans doute aussi vite que possible, Hitler ayant manifestement intérêt à ne pas laisser refroidir le prestige que lui vaut son actuelle victoire.

LA NOUVELLE AUTRICHE-HONGRIE EST MORTE, VIVE LA TCHECOSLOVAQUIE !

Et la Tchécoslovaquie? — Que peut-elle devenir au milieu de cet immense empire germanique, ou, plus exactement, entre cet immense empire germanique qui va l'entourer aux trois quarts, et le monde slave qui est derrière elle?

Le camarade Ciliga, dont le jugement est si sûr, et qui a, cela va sans dire, une toute autre expérience que moi de l'Europe centrale, estime que la vie d'une Tchécoslovaquie indépendante est impossible, et que, d'ici quelques mois, la Tchécoslovaquie aura un gouvernement pro-nazi, et sera sous la dépendance de l'Allemagne.

Cela ne m'apparaît pas comme absolument certain.

Il ne serait pas étonnant que le départ des Allemands des Sudètes soit par la Tchécoslovaquie un soulagement aussi bien économique que politique. Certes, la région cédée était la plus industrielle de tous le pays. Mais quelles industries? Essentiellement des industries d'exportation : textile, verrerie, céramique, C'est-à-dire les industries les plus touchées non seulement par la crise mais par le progrès général de l'autarchie et par la concurrence japonaise. La région cédée était celle où il y avait le plus d'industrie, mais c'était aussi celle où la condition de l'industrie était la pire (3).

En perdant les Sudètes, la Tchécoslovaquie perd sa verrerie et sa céramique; mais ce sont des industries dont un pays peut se passer. Elle perd aussi un important bassin de lignite, mais la consommation de ce lignite ne dépassait guère les limites de la région cédée, ce qui fait que sa perte pour le restant de la Tchécoslovaquie ne sera guère sensible. Quant au textile, rien n'empêche les Tchèques de fonder de nouvelles filatures et de nouveaux tissages sur le territoire restant, si ce qui y reste déjà ne suffit pas aux besoins intérieurs.

Par contre, il reste à la Tchécoslovaquie l'essentiel. Il lui reste le sol arable; elle conserve les plaines, les riches plaines à betterave-

(3) Quoiqu'on en ai dit, il semble que cela soit dû à des raisons purement économiques, et non parce que l'Etat tchécoslovaque aurait systématiquement défavorisé l'industrie de ses pays allemands.

ves et à céréales du plateau bohémien et des vallées moraves. Il lui reste également le charbon, celui du petit bassin de Kladno, en plein cœur de la Bohême, et celui, plus important mais plus excentrique, de la Haute-Moravie. Il lui reste également son industrie lourde : Skoda, dont les principales usines sont à Pilsen, en plein pays tchèque, n'a aucune usine en pays sudète. Les Tchécoslovaques conservent donc, à l'intérieur de leurs nouvelles frontières, les bases nécessaires au maintien d'une économie indépendante.

Cependant, cette économie ne serait pleinement assurée qu'à la condition que, parmi les territoires dont le sort n'est pas encore réglé parce qu'ils peuvent être éventuellement soumis à un plébiscite, il reste à la Tchécoslovaquie Bratislava et Morawska-Ostrawa.

Bratislava, qui est située juste à la jonction d'une zone à peuplement slovaque (à l'ouest) et d'une zone à peuplement hongrois (à l'est), sera pour la Tchécoslovaquie le seul point d'accès au Danube, la seule voie libre vers la mer libre (tant du moins que le Danube restera internationalisé), la soupape de sûreté qui peut permettre à son commerce, le cas échéant, de résister à la pression économique des voisins — tout comme Dantzig et Gdynia l'ont fait pour la Pologne au temps de sa guerre économique avec l'Allemagne de Weimar. Bratislava qui, en ce qui concerne la ville même, est un mélange hétéroclite de multiples populations, du fait de ce que c'est un port d'une part, et que d'autre part il est situé aux confins des frontières allemande, hongroise et slovaque, doit rester à la Tchécoslovaquie.

Il en est de même pour le bassin de Morawska-Ostrawa. Ce bassin est le plus important des bassins houillers et métallurgiques de la Tchécoslovaquie. Au point de vue ethnique, du fait que c'est un pays de grande industrie d'une part, du fait, d'autre part, qu'il se trouve lui aussi aux confins de trois frontières, l'allemande, la polonaise et la tchèque, il renferme une salade de populations. Son attribution à la Tchécoslovaquie est essentielle pour l'avenir économique de celle-ci, tandis qu'il ne serait qu'un appoint insignifiant pour l'Allemagne, déjà si fortement pourvue en charbons et en hauts-fourneaux, non seulement là-bas en Rhénanie, mais, tout à côté, en Silésie.

Avec le port de Bratislava et le bassin de Morawska-Ostrawa assurés, la Tchécoslovaquie restera un pays doté d'une économie fortement constituée et bien équilibrée, mieux équilibrée que jadis, mi-agricole et mi-industrielle. Mais ce pays a encore un autre avenir. Entouré de tous côtés par d'autres pays, ceux-ci menacent de l'étouffer, c'est un danger, mais, inversement, ces pays, pour la même raison, ont besoin, pour communiquer, de passer chez lui. Ils ont donc peut-être finalement plus besoin de lui que lui d'eux. La Tchécoslovaquie est et demeure un pays de *transit*. Si, au point de vue de l'organisation politique, on ne pouvait faire de la Tchécoslovaquie une Suisse, en revanche elle est, économiquement, de ce fait, une Suisse; par suite, pourquoi ne pourrait-elle comme celle-ci maintenir son indépendance politique? La Suisse s'est formée autour des passages du St-Gothard; elle est le lieu de transit entre les peuples de la mer du Nord et ceux de la Méditerranée; elle a pu rester indépendante des uns et des autres et développer une économie propre, l'une des plus solides de l'Europe. La Tchécoslovaquie, axée sur le couloir morave, est le lieu de transit entre le monde germano-danubien de l'ouest et du sud, et le monde slave du nord et de l'est; cela peut lui permettre de rester indépendante de l'un et de l'autre, et de se constituer une économie propre pour laquelle elle est beaucoup plus richement dotée, au point de vue des ressources naturelles, que la Suisse.

Le maintien de l'indépendance — de l'indépendance de fait — de la nouvelle Tchécoslovaquie ne saurait nous être indifférent. La politique impérialiste que la France les avait obligés à suivre et que les Tchèques ont dû, pour cela, pratiquer depuis vingt ans, ne saurait nous cacher leur qualité fondamentale : le démocratisme, la démocratie des mœurs et la liberté de la pensée. C'est là une chose qui se sent dès qu'on débarque à Prague. La rue est démocrate. C'est une chose que vous confirment les Allemands eux-mêmes, bien qu'ils ne soient pas très admirateurs, même quand ils sont sociaux-démocrates, du peuple tchèque. C'est une chose que l'on constate même là où l'on s'y attendait le moins : dans la ville d'un patronat omnipotent. J'ai passé quelques jours à Zlin, la ville de Bata. On y est sous la domination économique intégrale du puissant cordonnier : non seulement on travaille, mais on couche, on mange, on se vêt, on s'instruit, on vit chez Bata. Et cependant, malgré l'angoisse qui n'a guère cessé de m'étreindre sous le poids de ce standard gigantesque, j'ai respiré à plein une atmosphère d'égalité, voire même de liberté — dans les limites du capitalisme bien entendu — qu'on ne rencontre pas dans les cités analogues des autres pays. La « caste » fermée ne s'y produit point, à la différence des cités usinières d'Allemagne, de Russie, et même de France. Si vous êtes ouvrier et que vous désiriez un jour faire un repas dans des conditions plus agréables que celles de votre « automatic » ordinaire, vous le faites dans le restaurant où mangent habituellement votre ingénieur ou votre chef de service sans qu'une interdiction, une interdiction de classe, une interdiction de mélange de « sangs », ne vienne vous l'interdire. Il n'y a pas de lieux réservés aux ouvriers et de lieux réservés aux chefs. Ce n'est pas là chose négligeable. Par ailleurs, quels admirables internats auxquels aurait tant à prendre notre Université modelée sur les collèges jésuites, que ces maisons de jeunes gens et de jeunes filles où chacun entre et sort librement, sans pions, sans concierges, et sans grilles.

Oui, les Tchèques sont vraiment restés les

descendants de ces Hussites qui se refusaient à faire de différences entre le prêtre et le fidèle, affirmant pour chacun le droit de boire au calice comme le prêtre ou de monter en chaire pour prêcher.

Cette démocratie de mœurs, cette absence de toute hiérarchie en dehors du travail, est vraiment une chose trop précieuse pour qu'on ne s'efforce pas de les sauvegarder en tout temps et en tous lieux, mais particulièrement en un lieu qui, comme la Tchécoslovaquie, est entouré d'un monde germanique imprégné d'un effroyable hiérarchisme, dont le führerisme actuel n'est que la réalisation extrême, et en un temps où, allié au servilisme latin, ce hiérarchisme germanique menace d'envahir le monde.

Ayant cessé d'être une nouvelle Autriche-Hongrie, d'être la réunion, sous un joug commun, de trois races ennemies, délivrés du fardeau de l'impérialisme, devenue une nation (4), les Slaves-Tchèques-Ruthènes — qui sont maintenant « entre eux », selon le mot le plus intelligent qui soit jamais sorti de la bouche d'un général — peuvent jouer un grand rôle dans l'évolution sociale de l'avenir.

LA FIN DE L'OCCIDENT

Telles sont, à mon sens, les principales considérations d'ordre plus ou moins immédiat, des considérations politiques, qui me semblent découler des derniers événements. Je demanderai la permission d'y ajouter quelques constatations d'ordre plus général.

Durant les quelque vingt jours pendant lesquels j'ai parcouru la Bohême et la Moravie, une chose plus que tout autre m'a frappé, c'est la densité de la population ainsi que la densité et l'intensité des cultures. Que ce soit en Bohême ou en Moravie, dès que l'on est hors des forêts, les villages se pressent les uns près des autres, de gros villages, d'aspect moderne et flambant neufs, ou tout au moins suffisamment bien entretenus pour le paraître. Rien de nos misérables masures qui constituent la presque totalité des villages français.

D'autre part, toute cette population est dans les champs. Ce n'est cependant plus le temps des moissons, et pas encore celui des semailles; néanmoins, où que l'on porte les regards on voit des travailleurs. C'est que non seulement toute la terre cultivable est cultivée, mais elle est très bien cultivée. Les cultures sarclées (betteraves ou pommes de terre), qui ne sont possibles qu'avec une main-d'œuvre abondante, tiennent une place considérable. Pas de jachères, et pas de plantes parasites. C'est un modèle de culture intensive et propre.

Impression d'un même ordre dans les villes. Villes non seulement peuplées et actives, mais où l'effort d'urbanisme, de modernisme éclate à chaque pas. Partout, en plein cœur des villes tout comme dans les quartiers neufs, s'élèvent de neuves bâtisses aux lignes modernes, aux larges et hautes pièces, baignées de lumière. Zlin, la ville de Bata, surgie d'un seul coup, cent pour cent moderne, est évidemment un cas unique, elle n'est cependant que l'expression poussée au maximum d'une tendance qui se manifeste partout et qui substitue progressivement au sein des antiques cités le modernisme et l'américanisme.

Multitude au travail s'engageant résolument sur les voies de l'avenir, telle est l'impression matérielle que fait au voyageur la Tchécoslovaquie.

Cette impression matérielle s'est trouvée doublée pour moi, du fait des événements, d'une profonde impression morale. Durant les jours (de Berchtesgaden à Munich) que je passai parmi le peuple tchèque, ce peuple considérait la guerre comme inévitable, il connaissait le péril extrême où le mettaient l'étendue et la configuration de ses frontières, il voyait Prague déjà virtuellement détruite, et cependant il ne se départit pas un seul moment de son calme et de sa froide résolution. La mobilisation, militaire jusqu'à 40 ans, civile de 17 à 60 ans, s'accomplit avec une rapidité, une ponctualité et un ordre remarquables. Il est vrai qu'ainsi que, m'a-t-on dit, les journaux français l'ont signalé, dix minutes après que la T.S.F. avait donné l'ordre de mobilisation générale, les rues de Prague étaient pleines de mobilisés se pressant, leurs paquets à la main, vers leurs lieux de destination; dès le lendemain, brancardiers avec leurs brancards, infirmiers avec leurs trousses, étaient dans toutes les gares; sur les voies de garage, attendaient, tout formés, des trains sanitaires complets; les ordres sur l'interdiction de lumière pour la défense contre avions étaient suivis avec une discipline, un sérieux, et une méticulosité tels qu'il était impossible de percevoir dans Prague la moindre lumière en

(4) La Tchécoslovaquie aura cependant encore des problèmes « nationaux » à résoudre, mais qui, cette fois, sont parfaitement solubles. En plusieurs parties du territoire qui lui restera, il y aura encore pas mal d'Allemands, mêlés à la population tchèque, mais ceux-ci doivent être assez facilement assimilés si l'on veut bien pratiquer à leur égard une politique libérale : ne pas frapper d'ostracisme leur langue, ce qui les amènerait inévitablement, par une réaction toute naturelle, à vouloir la conserver à tout prix, mais se contenter par l'enseignement obligatoire du tchèque dans toutes les écoles (y compris celles où l'enseignement sera donné en allemand) et par les facilités résultant pour chacun d'employer la langue parlée par la majorité, d'amener, en une génération ou deux, les ex-Allemands à parler tchèque, et d'en faire ainsi des Tchèques, car, comme le disait Renan, une race, et *à fortiori*, une nationalité, c'est avant tout une langue.

En ce qui concerne les Slovaques, leur unification avec les Tchèques est surtout un problème social. Les Slovaques, séparés des Tchèques, il y a presque un millénaire, par la chute de l'empire morave, et soumis depuis lors aux envahisseurs hongrois, tandis que les Tchèques gardèrent longtemps encore leur indépendance et ne furent finalement soumis qu'à la domination viennoise beaucoup plus douce que celle des Magyars, représentent, par rapport aux Tchèques, une population arriérée, très soumise à l'influence du clergé (le parti autonomiste slovaque, le parti populiste n'est pas autre chose qu'un parti clérical); pour les nationaliser, il s'agit donc uniquement de les faire socialement et culturellement progresser.

dehors de celle des lanternes à huile masquées de rouge fixées au ras des trottoirs et celles des lanternes des automobiles recouvertes d'un bleu extrêmement opaque. Cependant que toute la population civile restait tranquillement là où elle se trouvait; même des points les plus menacés, comme Bratislava, les trains civils, cependant très réduits conformément à un nouvel horaire immédiatement affiché et respecté, partaient sans être complets.

Spectacle impressionnant.

Plus impresisonnant encore — par contraste — au moment où l'on revenait en France. Ici, ce qui, tout au contraire, vous saisissait était l'état de déchéance matérielle et de désarroi moral.

Déchéance matérielle.

Dans le train qui m'amenait de Strasbourg à Paris, je ne cessais de regarder les terres, et je refaisais, plus accusée encore par l'opposition avec ce que je venais de voir, la constatation si souvent faite, qu'en France la culture recule à grande allure, que la lande et la broussaille gagnent constamment. Ah! ce ne sont plus les cultures de Bohême poussées jusqu'à l'extrême limite du bois, tracée au cordeau. Ici, entre le moindre boqueteau et la terre qu'on consent encore à cultiver, s'étend presque toujours une large zone d'un sol qui était manifestement très récemment encore en culture et qui est maintenant en train de retourner à la forêt ou à la brousse. Les terres cultivées elles-mêmes sont souvent converties en champs de chardons; je n'ai pas vu un chardon sur la terre de Bohême. Comment en effet cultiver davantage, ou cultiver mieux, avec une population agricole constamment déclinante? Et pourquoi cultiverait-on davantage ou mieux, même si on le pouvait, puisque l'on est moins nombreux à se nourrir de la terre?

Désarroi moral.

Le jour où je rentrais en France, c'était le jour de la conférence de Munich; on en ignorait encore les résultats. Quelle impression! La peur jaillissait de partout. De toutes les paroles, sur tous les visages. La mobilisation s'effectuait sous le signe de « l'évacuation ». Impression qui devait se confirmer par ce que j'appris les jours suivants : la pagaïe formidable de la mobilisation, conséquence inévitable de la démoralisation; la plupart des mobilisés étant, depuis le jour de leur mobilisation, sans matériel de couchage, sans même de couvertures, sans cuisines, habillés qui d'un képi, qui d'une capote, qui d'une vareuse, dans cet acoutrement invraisemblable dont nous avons vu les rues de Paris pleines, sans ordres, ignorant tout de ce qu'ils avaient à faire ou de ce qu'ils auraient à faire. Si nos renseignements sont exacts, cette pagaïe fut aussi grande, si ce n'est plus, dans les services centraux : les ordres les plus urgents et les plus importants, concernant par exemple la défense contre avions, mettant plus de 24 heures pour parvenir aux services d'exécution, pendant que des généraux perdaient littéralement la tête, et cependant que les femmes emplissaient de leurs pleurs la gare de l'Est...

En Tchécoslovaquie, j'ai vu une femme pleurer : c'était un matin, en lisant le journal qui annonçait l'acceptation du plan franco-britannique par le gouvernement tchécoslovaque.

Il y a déjà longtemps que j'ai indiqué la part considérable qu'occupe maintenant la peur dans les sentiments du peuple français, le rôle qu'elle joue dans sa politique, et j'ai même essayé d'en rechercher les causes, mais cette peur ne s'était jamais manifestée sous une forme aussi aiguë et d'une manière aussi évidente que pendant ces derniers jours. Au fond, nous avons eu tort de nous gausser des extravagantes mesures de « sécurité » prises par Sarraut et la Sûreté nationale lors de la visite de Georges VI et en quelques circonstances analogues : leur chiasse n'était qu'un cas particulier de la chiasse générale du peuple français.

Il est désormais bien évident que les nerfs de ce peuple sont à bout; il entend digérer en paix, et à chaque instant on risque de troubler sa digestion! Il n'est plus capable de se battre pour les anciens idéaux, nation, république, auxquels il ne parvient plus à croire au fond de lui-même, ce en quoi il a tout à fait raison, mais il ne s'est pas créé de nouveaux idéaux.

Ce contraste entre la civilisation matérielle en plein essor de la Tchécoslovaquie et notre civilisation matérielle française aux formes mûres ou séniles, ce contraste entre la fermeté morale des uns et le désarroi des autres, doit pouvoir être étendu, je crois, à toute l'Europe centrale d'une part, et à l'Europe occidentale de l'autre. Certes, je ne prétends pas que toute l'Europe centrale soit aussi avancée que la Tchécoslovaquie, aux divers points de vue que j'ai indiqués, ni que l'Europe du Nord-Ouest soit tombée tout entière (par exemple l'Angleterre) aussi bas que la France; cependant, il me semble bien probable que la Tchécoslovaquie et la France peuvent être prises comme des types vers lesquels les autres pays de leurs groupes respectifs se dirigent, ou qu'ils ont déjà atteint. Si cela est, l'Occident ne doit plus pouvoir compter régenter l'Europe, le sort de celle-ci sera de plus en plus déterminé par les forces neuves qui sont en train de se développer dans les Europes centrale et orientale — non plus par les pays d'Occident, pères vieillis d'une civilisation qui les a maintenant dépassés. Ce sont les multitudes germaniques et les multitudes slaves qui auront désormais l'initiative des grands conflits, entraînant nos pays dans la mêlée comme de simples auxiliaires, plus brillants d'ailleurs que sûrs.

Mais, va-t-on me dire, vous nous parlez uniquement des peuples, non des classes?

Ce n'est pas de ma faute. Si je ne parle pas de la classe ouvrière, c'est que je ne l'ai pas rencontrée. J'ai bien rencontré des ouvriers, voire même des « masses » ouvrières, mais je ne les ai pas rencontrés en tant que classe, je ne les ai vus qu'intégrés dans la nation.

Les ouvriers allemands des Sudètes, je l'ai

déjà dit dans ma lettre de Prague, ont déserté tout ce qui pouvait ressembler à une organisation de classe pour ne plus vouloir qu'une chose : être incorporés à une nation, la nation allemande. Même phénomène donc que dans la Sarre il y a quatre ans, mais qu'il serait faux de croire spécial aux ouvriers germaniques. J'ai vu, à Brno, une manifestation de quelque vingt à trente mille personnes, le lendemain du jour de l'acceptation du plan franco-britannique. C'étaient exclusivement des ouvrières et des ouvriers, tchèques ou slovaques, qui avaient, dès la première heure, déserté l'usine et venaient, en costumes de travail et en rangs, manifester. Où allaient-ils? Ils allaient devant la principale caserne de la ville pour pousser les généraux à prendre le pouvoir afin de s'opposer plus résolument que les ministres civils à toute modification des frontières. Manifestation purement nationale au-dessus de laquelle flottait seul le pavillon aux trois couleurs de l'Etat tchécoslovaque; un drapeau rouge y eût paru une provocation. De même en France, ne voyons-nous pas également tout sentiment internationaliste disparu, remplacé par le plus écœurant chauvinisme?

Il y a encore des gens qui, paraît-il, se prétendent marxistes, mais la grande parole du *Manifeste :* « les prolétaires n'ont pas de patrie », ainsi que tout l'enseignement de la première Internationale, semblent avoir totalement disparu. La *nation* a tué la *classe.*

A quoi cela est-il dû?

Au risque de me répéter pour la je ne sais combien de fois, je dirai que cela est dû à la faillite du socialisme, à la faillite de la classe, pendant les années de l'immédiate après-guerre. De ce qui m'a été dit sur les raisons qui ont poussé les ouvriers sudètes dans les bras de l'Allemagne hitlérienne, il résulte que la principale fut le désir d'appartenir à une nation puissante, à un Etat fort. Il y a, en effet, deux manières pour une classe opprimée d'essayer d'améliorer son sort. L'une, la seule qui fournisse une véritable solution, est de renverser la classe qui opprime, c'est la solution de classe; mais si, pour une raison ou une autre, cette solution ne paraît pas possible, il en est une autre qu'on est tenté d'essayer : celle qui consiste à s'unir, tout en s'en tenant à sa condition inférieure, à une bande puissante susceptible de mettre en coupe réglée les autres bandes, ce qui permettra peut-être de recueillir les miettes du festin : c'est la solution de la nation. Or, c'est vers cette seconde solution, cette solution misérable que se retourne aujourd'hui le prolétariat européen parce qu'il n'a pas osé réaliser la première. Dans les années 1918, 1919, partout le prolétariat avait quasiment la victoire entre ses mains. Il n'avait qu'à vouloir pour devenir, ou rester, la classe dirigeante. Il ne l'a pas voulu. En Allemagne, il a dissout ses conseils d'ouvriers et soldats pour remettre le pouvoir à un Parlement bourgeois; en Russie, maître des usines et de la terre, il s'en est dessaisi au profit d'une bureaucratie naissante; en France, ceux mêmes qui jusque-là avaient été les principaux protagonistes de la lutte ouvrière durant les années 1917, 1918, employèrent tous leurs efforts, durant les mois qui précédèrent la date cruciale du premier mai 1919, à empêcher tout mouvement révolutionnaire. La classe ouvrière avait le pouvoir, la direction sociale, le socialisme, son émancipation à portée de main. Elle a refusé de saisir tout cela; elle s'est refusée à accomplir son destin. Il ne lui reste donc plus qu'à suivre le destin de ses maîtres, en tâchant simplement que le maître auquel elle est attachée soit le plus fort.

Il y a cependant encore un lieu dans le monde, un tout petit lieu où vivent encore les enseignements de l'Internationale, où la classe ouvrière a encore confiance dans sa mission parce qu'elle n'y a jusqu'à présent pas failli, où elle entend, non point partager le butin de ses maîtres mais réaliser, contre ses maîtres, son émancipation totale : c'est l'Espagne. Là seulement vit encore la dernière lueur du socialisme et de l'Internationale; tant qu'elle existera nous n'avons pas le droit de désespérer.

R. Louzon.

Ceux qui ont imposé la paix : les déserteurs

Il résulte des différents renseignements qu'on a maintenant sur la conférence de Munich, et notamment du discours de Chamberlain, que c'est Mussolini qui, en prenant l'initiative de proposer des conditions différentes de celles contenues dans le mémorandum d'Hitler, a permis à la conférence de se tenir et d'aboutir; c'est lui qui « a sauvé la paix ».

Pourquoi l'a-t-il fait?

Le 6 septembre dernier, aux premiers jours de la « tension diplomatique », une compagnie de bersagliers italiens passait la frontière française dans la région de St-Martin-Vésubie (Alpes-Maritimes) avec armes et bagages, officiers en tête et mulets en queue, pour se rendre aux autorités françaises.

Le fait fut nié, le lendemain, par le journal officieux de la préfecture, le Petit-Niçois, *mais trop de gens ont vu les soldats italiens dans les rues de Nice et dans la cour des casernes, pour que la chose ne soit pas certaine.*

Durant les semaines qui suivirent, les désertions de ce genre se multiplièrent, se montant, d'après les renseignements fournis par des camarades habitant sur place, à plusieurs milliers de soldats italiens, sur la frontière de Savoie. Le gouvernement français a si bien tous les services de presse et d'information en main que rien de cela ne fut publié.

Mais Mussolini, lui, le savait. Et l'on comprend, alors, pourquoi il ne voulait pas de la guerre.

Les déserteurs italiens ont empêché, en septembre, la guerre européenne, comme les déserteurs russes avaient empêché, en août, la guerre russo-japonaise.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Crise à la C.G.T.

Il nous restera beaucoup de souvenirs de cette semaine du 24 au 30 septembre. Certain jour — le mercredi 28 — nous avons eu la sensation très nette que la nouvelle guerre mondiale allait éclater. Ce fut le point culminant. Si le « parti de la guerre » ne l'a pas emporté, et si, au moment décisif, il fut battu, saura-t-on jamais à qui ou à quoi nous le devons? Qu'importe! Ce qui compte vraiment, c'est qu'il a été battu et que la guerre a reculé.

Plus encore que la quinzaine dernière, on peut écrire que le rôle des staliniens est apparu en pleine lumière à des gens qui, jusqu'alors, haussaient les épaules quant nous leur disions que le parti communiste était la principale et la plus active phalange du « parti de la guerre ». Encore une fois, nous ne faisons nullement profession d'anticommunisme et nous sommes infiniment plus près du communisme authentique que ne le sont les dirigeants staliniens. Mais nous rougirions de nous abaisser à discuter doctrine avec ces messieurs. Ce ne sont plus des militants ouvriers luttant pour un idéal. Ce sont des mercenaires à la solde du gouvernement soviétique; ils agissent au sein des organisations ouvrières selon les instructions qui leur parviennent; et ces instructions sont toujours en concordance avec la politique extérieure dudit gouvernement.

Se rappelle-t-on que c'est le pacte franco-soviétique signé par Laval avec Staline qui a précédé la reconstitution de l'unité syndicale? Il a été signé le 2 mai 1935. Le Front populaire date du 14 juillet de la même année. L'unité syndicale s'est refaite fin septembre. Ne suffit-il pas de rapprocher les dates pour voir clair dans le jeu et se rendre compte que l'attitude des staliniens sur le plan intérieur ne fait jamais que suivre les variations de la politique russe sur le plan international?

C'est d'ailleurs pourquoi notre unité syndicale n'a pas la solidité qu'aurait l'unité vraie et c'est aussi pour cela qu'elle n'a pas donné, en dépit du formidable mouvement de Juin 36, tous les résultats que l'on pouvait en escompter. En refaisant l'unité syndicale avec les staliniens, nous n'avons pas fait un mariage d'amour, mais seulement un mariage de raison. Encore faut-il ajouter que le conjoint n'a pas cessé de jouer un rôle. Ses plus pathétiques serments d'unité n'ont jamais servi qu'à cacher son jeu. Nous avons fait l'unité avec une véritable bande dont le but essentiel n'était autre que d'amener le mouvement syndical à servir la politique internationale de M. Staline.

Nous venons de voir jusqu'où cela pouvait nous mener. A un des moments essentiels de la crise, l'organisme responsable de la C.G.T. s'est lié les mains et condamné à l'inaction totale par la résolution d'unanimité du 21 septembre. Vraiment, René Belin n'avait pas de quoi se féliciter de ce nègre-blanc! Pendant qu'il se battait les flancs pour le mettre au monde, et tandis que le « général » était chez Roosevelt, les agents staliniens de tous les pays poursuivaient la destruction des accords de Berchtesgaden en encourageant les Tchèques à la résistance, c'est-à-dire en les poussant à ne pas appliquer le plan franco-anglais que les mêmes Tchèques avaient pourtant accepté. Ainsi s'est trouvé admirablement préparé l'échec des entretiens de Godesberg, placés sous le signe de la mobilisation tchèque! Je n'ai pas l'intention de nier qu'il existe une politique allemande d'hégémonie. Je me borne à noter que les encouragements à la résistance dispensés aux Tchèques ont grandement contribué à amener l'Europe tout entière à l'idée de l'inévitabilité du conflit. Pourquoi allait-on se battre? Personne n'en savait exactement rien et les mieux informés disaient que c'était pour des questions de procédure, « puisque — ajoutaient-ils — les Tchèques avaient accepté la cession des territoires des Sudètes ». Trois jours après la résolution d'unanimité de la C.A. de la C.G.T., les ordres de mobilisation pour les porteurs des fascicules 2 et 3 étaient affichés — et la C.G.T. restait immobile! Au fond les staliniens ne demandaient par autre chose que cette passivité.

On attendait la grande voix qui eût montré la stupidité du conflit en soulignant le quasi-inexistence de l'enjeu. La C.G.T. aurait pu l'être et un avertissement solennel donné par elle disant que la classe ouvrière française ne voulait pas se battre pour des questions d'application du plan accepté par les deux antagonistes aurait exercé une influence certainement décisive sur le cours des événements. La C.G.T. n'a rien dit. Heureusement, le Centre syndical avait déjà rompu le silence! Heureusement, les instituteurs et les postiers, puis les marins, les dockers et les mineurs, venant à la rescousse, clamèrent leur volonté de voir la question des Sudètes se régler autrement que par un appel aux armes. Ces interventions et cette activité ont certainement eu leur part — si petite soit-elle en comparaison de la volonté de l'Angleterre! — dans le dénouement pacifique de Munich.

L'accord de Munich n'a pas eu que l'avantage inestimable de sauver la paix. Il a également permis que se fasse un peu de clarté au sein de l'organisme dirigeant de la C.G.T. Peut-être les staliniens et leur chef de file Frachon se reprochent-ils aujourd'hui d'avoir un peu perdu la tête. Ils sont excusables de s'être démontés en voyant disparaître le but au moment même où ils étaient sûrs de l'atteindre. Ils ne se sont pas rendu compte, les malheureux, qu'en demandant à la C. A. de condamner le « diktat » de Munich, ils abattaient une carte maîtresse de leur jeu et qu'ils le dévoilaient aux moins en partie aux yeux des militants ex-confédérés. « Comment? se sont dit ces derniers. Voilà des gens qui approuvent et saluent la grande initiative médiatrice du président Roosevelt et qui, au moment précis où aboutit une première application de la politique de négociation — application limitée certes, mais il faut un commencement à tout — jettent feu et flammes con-

tre ce premier résultat? Quel jeu jouent-ils donc? Ne sont-ils pour les négociations que lorsque les négociations n'ont aucune chance d'aboutir? »

Il y eut, au cours de cette fameuse semaine, bien des endroits où se mena la lutte entre le le parti de la guerre et le parti de la paix. On dit que cette lutte fut, en particulier, très vive au sein du gouvernement, où les résistants à la guerre, MM. Georges Bonnet, de Monzie et Pomaret, paraît-il, étaient déjà traités en suspects. Elle vient de se déclencher à la C.A. de la C.G.T., et cet événement peut avoir des conséquences incalculables. L'unanimité qui, dès le retour de Toulouse, s'était établie sur la politique extérieure dite « de fermeté » — c'était lors de la réoccupation militaire allemande de la Rhénanie — l'unanimité qui s'était maintenue lors de l'Anschluss et dont la résolution du 21 septembre fut une nouvelle manifestation, cette unanimité s'est rompue lorsque 18 membres de la C.A. ont affirmé, dans la résolution du 1er octobre, que les accords de Munich avaient évité le pire, et cela contre les 7 voix staliniennes. A l'encontre de la majorité de la C.A. et de l'immense majorité des peuples européens qui, à l'annonce de l'accord de Munich, ont poussé un formidable soupir de soulagement, MM. Frachon et Racamond estiment que la paix n'a pas été sauvée à Munich. A leurs yeux, on a capitulé. Ah mais! c'est que MM. Frachon et Racamond entendent que cela se passe autrement! Ils restent des partisans résolus de la politique de force. Ils estiment que les démocraties auraient dû acculer Hitler et ils ajoutent, en hommes avertis, que si Hitler avait été dûment prévenu que s'il maintenait ses prétentions tout le monde lui tombait dessus, eh bien! Hitler se serait, comme l'on dit, dégonflé. Vous le voyez, MM. Frachon et Racamond ont tout bonnement chaussé les pantoufles de feu Raymond Poincaré. Seulement, les peuples européens préfèrent sans doute que l'on n'ait pas essayé. D'ailleurs, la garantie personnelle de MM. Frachon et Racamond est un peu mince et leurs connaissance en politique internationale un peu trop récentes; on se méfie, même quand ils marchent sous la houlette d'Homo-Grumbach.

Voilà ce qui, heureusement pour l'avenir du mouvement syndical en France, va servir de thème aux discussions du Comité national confédéral qui se réunira quand paraîtront ces lignes. Il est même possible que cela devienne l'objet central des délibérations du prochain congrès confédéral de Nantes. Il y a lieu de s'en féliciter car le mouvement syndical a tout intérêt à la clarté. Nous sommes mêmes quelques-uns à penser que la force qui lui manque lui viendra lorsque, voyant enfin tout à fait clair, il se libérera de l'hypothèque stalinienne. Nous n'étions pas nombreux il y a un mois. Mais je me suis laissé dire que notre troupe s'est diablement renforcée après la C.A. du 1er octobre, et que, peut-être, la face du congrès de Nantes allait changer. Une résolution se prépare, avec des signatures nombreuses. Il n'était que temps. Est-il même encore temps?

Il n'est jamais trop tard pour bien faire et je n'ai pas peur d'écrire toute ma pensée en ajoutant que le syndicalisme ne pourra sans doute que gagner à vider rapidement l'abcès qui a commencé à se former de façon visible le 1er de ce mois. On ne fait pas de syndicalisme avec des politiciens, on ne peut pas œuvrer utilement à la défense des intérêts ouvriers avec ceux qui ne viennent dans les syndicats qu'avec la consigne d'appliquer servilement les instructions de leur parti. Nous en avons assez de rencontrer des agents de M. Staline à tous les carrefours de la vie corporative et confédérale. Instruits par l'expérience de la C.G.T.U., nous sommes bien décidés à ne plus servir en aucun cas de masse de manœuvre à ces messieurs du Guépéou. Si ces sentiments qui sont les nôtres commencent vraiment à devenir ceux des « responsables » et des manitous, eh bien! nous crions bravo. Il est possible que M. Frachon cherche à réparer sa bévue du 1er octobre et qu'il y parvienne. En ce cas il faudra attendre une nouvelle occasion pour que « responsables » et manitous commencent à voir clair. Pourtant, le jeu est trop dangereux pour qu'on souhaite un replâtrage. La guerre, cette fois, a reculé. Mais elle a peut-être reculé pour la dernière fois.

Nous entrons, tout le monde le sent, dans une période difficile pour la classe ouvrière. En revenant de Munich, M. Daladier s'est empressé de se faire donner les pleins pouvoirs. Il y a d'abord la note à payer. La mobilisation de plus d'un milion d'hommes a coûté cher. (On peut mesurer ce qu'aurait coûté une nouvelle guerre européenne!) Mais il y a aussi autre chose. La fin du Front populaire vient de s'accomplir sur le plan parlementaire, où M. Daladier a changé de majorité. Cet homme n'est pas plus bête qu'un autre. Il a très bien discerné que si les choses ne s'arrangent pas avec Moscou, les agents de Moscou ne vont pas se borner à l'interpeller sur la politique extérieure. Il a lu comme vous et moi le procès-verbal du Bureau politique au lendemain de l'accord de Munich et il sait que ceux qui ont dit : « Il faut savoir terminer une grève », sont capables de dire maintenant qu'il faut savoir provoquer une grève, des grèves, le plus de grèves possible, et renverser ce gouvernement de capitulards et d'hilériens. Alors, M. Daladier s'est fait donner les pleins pouvoirs...

Attention, mes camarades, attention! Depuis Juin 1936, nous avons souvent regretté que les temporisations des dirigeants syndicaux, staliniens et réformistes réunis, privent les ouvriers d'avantages qu'une action plus directe leur eût assurés. Nous avons condamné l'arbitrage obligatoire. Il n'est pas question que nous nous déjugions. Mais il apparaît que nous devons redouter comme le feu d'être entraînés dans les aventures que vont rechercher maintenant ceux qui veulent avant tout une revanche politique. Déjà, les fonctionnaires sont l'objet des attentions les plus touchantes de ces messieurs de la police russe. Les représentants de M. Staline à la commission des finances de la Chambre ont même pris la peine de prévenir nos camarades que le moment était venu de penser à l'augmentation des traitements. Sans doute les travailleurs des services publics feront-ils les premiers frais de la bagarre. A qui le tour après? Et qui sait si nous n'allons pas vers un nouveau et encore plus atroce et plus obscur Clichy?

Quelles que soient les difficultés de la période toute nouvelle où nous venons d'entrer, pénétrons-nous bien de cette crainte. Plus que jamais, nous allons marcher sur des chemins

pavés de pièges. Le mieux serait sans doute que le Comité national confédéral du 10 octobre ou, à son défaut, le congrès de Nantes, pose nettement et clairement la question et qu'il la résolve non moins nettement et non moins clairement. Le plus tôt sera le mieux, et la crise qui s'ouvre peut, si on le veut, être salutaire.

M. CHAMBELLAND.

FAITS ET DOCUMENTS

L'accord de Munich

Il paraît utile de réunir ici la documentation essentielle sur la grave crise que vient de connaître l'Europe et, plus particulièrement, ce qui concerne l'attitude du mouvement ouvrier au cours de ces événements. Comme on le verra plus loin, la commission administrative de la C.G.T. s'est divisée — pour la première fois depuis mars 1936. L'unanimité s'est rompue sur l'appréciation de l'accord de Munich qui, le 29 septembre dernier, mit fin à l'état de tension aiguë. Il nous semble logique de reproduire, en premier lieu, le texte de cet accord. Le voici :

Les quatre puissances : Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, tenant compte de l'arrangement déjà réalisé en principe pour la cession à l'Allemagne des territoires des Allemands des Sudètes, sont convenues des dispositions et conditions suivantes réglementant ladite cession, et les mesures qu'elle comporte. Chacune d'elles, par cet accord, s'engage à accomplir les démarches nécessaires pour en assurer l'exécution :

1° L'évacuation commencera le 1er octobre;

2° Le Royaume-Uni, la France et l'Italie conviennent que l'évacuation du territoire en question devra être achevée le 10 octobre, sans qu'aucune des installations existantes ait été détruite. Le gouvernement tchécoslovaque aura la responsabilité d'effectuer cette évacuation, sans qu'il en résulte aucune dommage auxdites installations;

3° Les conditions de cette évacuation seront déterminées dans le détail par une commission internationale composée de représentants de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie et de la Tchécoslovaquie;

4° L'occupation progressive par les troupes du Reich des territoires de prédominance allemande commencera le 1er octobre. Les quatre zones indiquées sur la carte annexée seront occupées par les troupes allemandes dans l'ordre suivant :

La zone 1, les 1er et 2 octobre;
La zone 2, les 2 et 3 octobre;
La zone 3, les 3, 4 et 5 octobre;
La zone 4, les 6 et 7 octobre.

Les autres territoires à prépondérance allemande seront déterminés par la commission internationale et occupés par les troupes allemandes d'ici au 10 octobre;

5° La commission internationale mentionnée au paragraphe 3 déterminera les territoires où doit être effectué un plébiscite.

Ces territoires seront occupés par des contingents internationaux jusqu'à l'achèvement du plébiscite. Cette commission fixera également les conditions dans lesquelles le plébiscite doit être institué, en prenant pour base les conditions du plébiscite de la Sarre. Elle fixera, en outre, pour l'ouverture du plébiscite, une date qui ne pourra être postérieure à la fin de novembre;

6° La fixation finale des frontières sera établie par la commission internationale. Cette commission aura aussi compétence pour recommander aux quatre puissances : Allemagne, Royaume-Uni, France et Italie, dans certains cas exceptionnels, des modifications de portée restreinte à la détermination strictement ethnologique des zones transférables sans plébiscite;

7° Il y aura un droit d'option permettant d'être inclus dans les territoires transférés ou d'en être exclu.

Cette option s'exercera dans un délai de six mois à partir de la date du présent accord. Une commission germano-tchécoslovaque fixera le détail de cette option, examinera les moyens de faciliter les échanges de populations et réglera les questions de principe que susciteront lesdits échanges;

8° Le gouvernement tchécoslovaque libérera, dans un délai de quatre semaines à partir de la conclusion du présent accord, tous les Allemands des Sudètes des formations militaires ou de police auxquelles ils appartiennent et qui désireront cette libération.

Dans le même délai, le gouvernement tchécoslovaque libérera les prisonniers allemands des Sudètes qui accomplissent des peines de prison pour délits politiques.

Munich, le 29 septembre 1938.

Le Chancelier du Reich,
Adolf Hitler.
Le premier ministre
de Grande-Bretagne,
Neville Chamberlain.
Le président
du Conseil français,
Edouard Daladier.
Le chef
du gouvernement italien,
Benito Mussolini.

⁂

Annexe première

Le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le gouvernement français ont conclu l'accord ci-dessus, étant bien entendu qu'ils maintiennent l'offre contenue dans le paragraphe 6 des proposition franco-britanniques du 19 septembre 1938, touchant une garantie internationale des nouvelles frontières de l'Etat tchécoslovaque contre toute agression non provoquée.

Quand la question des minorités polonaise et hongroise en Tchécoslovaquie aura été réglée, l'Allemagne et l'Italie, pour leur part, donneront également une garantie à la Tchécoslovaquie.

Annexe II

Les chefs des gouvernements des quatre puissances déclarent que le problème des minorités polonaise et hongroise en Tchécoslovaquie, s'il n'est pas réglé dans les trois mois par un accord entre les gouvernements intéressés, fera l'objet d'une autre réunion des chefs des gouvernements des quatre puissances aujourd'hui assemblés.

Annexe III

Toutes les questions qui pourront naître du transfert du territoire sudète seront considérées comme du ressort de la commission internationale.

Annexe IV

Les quatre chefs des gouvernements ici réunis sont d'accord pour que la commission internationale prévue à l'accord en date de ce jour soit composée du secrétaire d'Etat à l'Office des affaires étrangères, des trois ambassadeurs accrédités à Berlin, et d'un membre à nommer par le gouvernement tchécoslovaque.

La résolution de la C.A. de la C.G.T. du 21 septembre

Voici, maintenant, deux documents fixant la position de la Commission administrative de la C.G.T., et, d'abord, la résolution d'unanimité du 21 septembre, adoptée en l'absence de Jouhaux, alors à Washington :

La Commission administrative de la C.G.T., réunie le 21 septembre, après avoir procédé à un examen de la situation générale, proclame, une

fois de plus, la volonté profonde et consciente de paix entre les peuples qui anime le mouvement syndical français. Elle s'élève avec force contre l'emploi de la violence dans les relations internationales et affirme sa confiance dans l'efficacité du recours à l'usage du droit et de la raison pour arriver aux modifications du statut international que peuvent commander l'équité et l'idéal démocratique d'émancipation humaine.

C'est pour ces raisons que la Commission administrative adresse l'hommage de son admiration profonde au peuple et aux organisations ouvrières de Tchécoslovaquie, ainsi qu'aux dirigeants de ce pays pour l'abnégation qu'ils montrent en faveur de la paix et le courage dont ils ont fait preuve depuis des semaines et dont ils continuent de faire preuve en face d'une folle campagne d'excitation et sous les coups cruellement répétés de l'injustice et de l'adversité.

La Commision administrative proteste contre les pressions exercées à l'endroit du gouvernement tchécoslovaque en vue de l'obliger à accepter un règlement établi sans consultation et se refuse à admettre qu'on ait pu dénier à la République tchécoslovaque le droit de vivre à l'intérieur de ses frontières dans le moment même où elle s'employait honnêtement, conformément à l'idéal démocratique, à satisfaire tout ce que les revendications des Allemands des Sudètes comportaient de légitime.

La Commission administrative déplore, dans l'intérêt de la paix, que tant d'efforts méritoires n'aient pas abouti jusqu'à présent, ainsi que le souhaitent du fond du cœur le peuple de France et les démocraties et les pacifistes du monde entier. La faute en incombe principalement à la pression exercée sur les gouvernements anglais et français par de puissants intérêts capitalistes internationaux et aux manœuvres odieuses d'hommes qui ont fait passer leurs ambitions politiques ou le souci du maintien de leurs privilèges sociaux avant l'intérêt de leur pays et la nécessité de maintenir la liberté en Europe.

On ne peut pas ne pas constater que l'action de ces intérêts et de ces hommes — cependant sans mandat ni responsabilités — a encouragé Hitler à accroître chaque jour le volume et l'insolence de ses prétentions et de ses menaces et conduit les négociations en cours dans une dangereuse impasse. La voie est ainsi ouverte à la réalisation des rêves d'hégémonie nourris par certains dirigeants allemandes; le démembrement de la Tchécoslovaquie jetterait, s'il était réalisé, les bases d'une Europe hitlérienne qui serait une menace pour le droit à la vie de la France, en même temps qu'elle ruinerait à brève échéance les idées de démocratie et d'émancipation des travailleurs.

La Commision administrative rappelle au peuple français que le mouvement syndical n'a cessé, depuis la fin de la guerre, de réclamer contre les capitalistes et les esprits attardés une paix juste et sans rancune par la revision pacifique des traités, l'organisation économique du monde, afin que chaque peuple ait de quoi vivre et prospérer, et la construction d'une Europe affranchie de toute hégémonie et formée d'Etats égaux en droits.

C'est au nom de cette paix que la Confédération Générale du Travail s'élève avec vigueur contre les projets actuels de démembrement et d'isolement de la Tchécoslovaquie et contre le règne de la violence en Europe. Elle demande avec insistance à toutes les démocraties, et spécialement à la République des Etats-Unis d'Amérique — facteur essentiel d'une action salvatrice — de regrouper et de raffermir leurs énergies pour déjouer les calculs de la violence et de s'employer courageusement à construire la paix dans la justice.

Un commentaire de René Belin

Dans Syndicats *du 28 septembre, René Belin, secrétaire adjoint de la C.G.T., commentait ainsi le texte qu'on vient de lire :*

Ce texte n'a, au vrai, satisfait personne, ainsi qu'il fallait s'y attendre. Au lendemain du jour où il était publié, des organisations n'avaient pas cru pouvoir s'y rallier complètement et sincèrement. L'Union des Syndicats de la région parisienne a pu ainsi faire voter un appel dont les termes extrêmement vifs sont en contradiction avec la résolution confédérale. Dans le même temps, étaient également publiées des motions d'organisations (Syndicat national des agents des P.T.T., instituteurs, par exemple), comportant un blâme explicite ou non à l'égard de la C.G.T. et réclamant en termes quelquefois violents une politique de conciliation à outrance.

Je n'ai pas à cacher mon sentiment; une telle situation est extrêmement périlleuse pour la C.G.T., sans qu'il apparaisse clairement que la cause de la paix — de la paix présente et de la paix de demain — y trouve son compte. C'est parce que les militants, membres de la Commission administrative ont parfaitement compris cela, au moins dans leur majorité, qu'ils ont fait effort pour éviter une rupture qui aurait pu être décisive.

La résolution du 1er octobre

Les événements allaient se charger de démontrer qu'il n'était pas facile d'éviter la rupture évoquée par Belin. Après l'accord de Munich, la Commission administrative de la C.G.T. se réunit de nouveau, Jouhaux, cette fois, présent. Elle vota le texte ci-après, à l'unanimité, sauf le paragraphe, en vérité essentiel, consacré à l'accord de Munich :

Texte adopté unanimement

La Commision administrative, réunie le 1er octobre, après avoir procédé à l'examen de la situation internationale, croit devoir rappeler l'action continue de la C.G.T. en faveur de la construction de la paix et contre la guerre.

La C.G.T. a toujours considéré, conformément à la tradition constante du syndicalisme, que la guerre n'est susceptible d'apporter aucune solution aux différends qui peuvent surgir entre les Etats. Elle s'est toujours affirmée pour la collaboration totale entre toutes les nations, pour le désarmement dans la sécurité collective, pour l'assistance mutuelle et pour la collaboration économique internationale permettant aux peuples de bénéficier de toutes les richesses et de tous les progrès scientifiques et industriels

Appelée à fixer sa position, la Commission administrative, réunie le 21 septembre, a affirmé la nécessité de la continuité des négociations, la condamnation de tout recours à la force et fait appel à l'intervention du président Roosevelt.

Texte adopté par 18 voix contre 7 et 3 abstentions

Elle constate que les accords de Munich découlent de cette politique de persévérance dans les pourparlers et elle se félicite que ces accords aient évité le pire dans l'immédiat en suspendant la course à la guerre.

Suite et fin du texte, adoptée unanimement.

Elle ne saurait cacher sa crainte que ces accords, limités à quelques puissances, ne créent une préface à la constitution d'un pacte à quatre, condamné par l'opinion publique de tous les pays démocratiques.

Elle s'associe à la proposition du président Roosevelt tendant au règlement pacifique de toutes les causes économiques et politiques de conflit par la réunion d'un conférence internationale où seraient appelés tous les pays intéressés. Cette conception d'organisation de la paix a toujours été celle de la C.G.T.; le mouvement ouvrier est heureux de l'avoir vue reprise avec autant d'autorité et d'humanité par le chef de la grande démocratie américaine.

La C.A. décide d'entrer immédiatement en relations avec les organisations syndicales anglaises et avec la F.S.I., de façon à déterminer, sur

le plan syndical international, la conjonction des efforts ouvriers en vue de hâter la réunion de cette conférence qui a été depuis trop longtemps retardée.

Comptes rendus non officiels

On remarquera les différences importantes entre le texte du 21 septembre et celui du 1er octobre. Comment fut adopté ce dernier? A ce sujet, Syndicats *du 5 octobre donne quelques intéressantes précisions. René Belin écrit notamment :*

Pour la première fois depuis mars 1936, la Commission administrative s'est coupée en deux tronçons. Le résultat de deux ans et demi de pratique de l'unité s'inscrit là très cruellement : d'un côté se sont retrouvés, en bloc, tous les militants ayant apartenu au mouvement unitaire, de l'autre se sont retrouvés tous les militants ayant appartenu au mouvement confédéré.

Quand je dis tous, parlant de ces derniers, j'exagère. En effet, les représentants de la Fédération générale des fonctionnaires, à l'exception de Delmas, se sont abstenus, à la remorque de Charles Laurent, et sur le texte voté, et sur la contre-proposition de Frachon.

J'observerai en premier lieu que la discussion a été chaude. Un premier échange de vues s'était produit au sein de la Commission administrative, au cours de l'après-midi de vendredi et s'était poursuivi sans désemparer jusqu'à vingt et une heures et demie. Le samedi matin, la discussion avait repris à 10 heures en sous-commission de rédaction. Interrompu pour le déjeuner, le débat avait continué l'après-midi et s'était laborieusement poursuivi jusqu'à près de 18 heures. A ce moment, un texte avait été finalement élaboré. C'était celui que la Commission administrative devait accepter finalement, à la majorité, après une nouvelle discussion qui devait, à certains moments, revêtir un caractère pathétique.

Tout au long de ces débats, deux thèses se sont affrontées, qu'il était à la vérité très difficile de concilier.

Il y avait accord sur divers points.

Nulle divergence ne se manifestait, en particulier, sur l'idée de la convocation d'une véritable conférence internationale appelée à connaître des problèmes politiques et économiques qui demeurent en suspens.

Le désaccord était dans l'appréciation des résultats des accords de Munich, comme dans l'appréciation des conditions qui avaient présidé à la réunion de Munich.

.. ..

...Je me sens en mesure — poursuit René Belin — d'expliquer les raisons de ceux (des membres de la C.A.) qui ont apprécié Munich.

Leur sentiment est que, la semaine écoulée, nous avons été à un doigt de la guerre. En 1914, on nous affirmait que la mobilisation n'était pas la guerre. En 1938, on a voulu nous dire la même chose. On comprendra que nous ayons eu des raisons d'être sceptiques. Or, le 28 septembre, l'Allemagne avait déjà mobilisé depuis plusieurs semaines, environ deux millions d'hommes, la Tchécoslovaquie avait mobilisé tous ses citoyens valides de moins de quarante ans, l'Angleterre avait mobilisé sa flotte, les affiches blanches avaient orné les murs de France, la Belgique avait appelé six classes et, dominant le tout, il y avait un véritable ultimatum allemand à la Tchécoslovaquie, faisant suite à la rupture des pourparlers de Godesberg.

Des pays qui mobilisent, des conversations qui sont rompues, un ultimatum qui est lancé, on sait où cela conduit, si dans les vingt-quatre heures, un fait décisif n'intervient pas.

Ce fait décisif, ce devait être la conférence de Munich. La conférence de Munich a stoppé le mécanisme qui était en route, c'est par là qu'elle a sauvé la paix, c'est par là qu'elle a arrêté la guerre dans laquelle nous serions aujourd'hui.

D'autre part, Syndicats *publie sur la même séance du 1er octobre certains détails complémentaires qui valent d'être consignés ici :*

La commission de rédaction était composée des camarades Cordier, Raynaud, Ruis, Elhers, Vigne, Chevalme, Paul Marcel, Lacoste. Il fut convenu que le Bureau confédéral participerait aux travaux de cette commission.

Celle-ci fut réunie le samedi à 10 heures. Etaient présents pour le bureau : Jouhaux, Buisson, Belin et, épisodiquement, Bouyer (Bothereau était en mission en province). La discussion interrompue à midi fut reprise à quatorze heures et dura jusqu'à près de dix-huit heures. Plusieurs textes étaient en présence (Lacoste, Vigne, Ruis). Finalement, un texte établi par Jouhaux fut accepté par la commision, mais avec quelques réserves de Raynaud (1).

La séance plénière de la C.A. est reprise à 18 heures, sous la présidence de Renaud (du Livre). Lacoste lit la résolution établie par Jouhaux.

Frachon déclare immédiatement qu'il ne peut voter cette résolution et il dépose un texte.

Jouhaux fait remarquer que la procédure est anormale. Frachon aurait dû venir à la commission de rédaction où un gros effort de conciliation a été consenti, qui est maintenant inutile. Il montre également le danger d'une divergence profonde affirmée dans la Commission administrative, et il lance un pathétique appel à l'unité.

Frachon fait connaître qu'il comprend très bien l'appel de Jouhaux, mais il maintient son texte.

Belin déclare que le texte de la commission doit être maintenu tel qu'il est. Il réserve seulement son droit d'exprimer éventuellement les raisons qui avaient pu le conduire à prendre une position plus nette que celle qui est exprimée par la résolution de Jouhaux à laquelle il se rallie.

Delmas déclare se rallier à cette même résolution.

Après discussion, on s'oriente pour voter la révolution par division, des amendements étant déposés.

Un amendement de Frachon, ainsi rédigé : « La C.A. dénonce le diktat de Munich qui livre la Tchécoslovaquie à Hitler et qui est contraire au message du président Roosevelt » est repoussé par 18 voix contre, 7 voix pour, 4 abstentions.

Un amendement de Delmas, ainsi rédigé : « En présence de l'accord intervenu à la conférence de Munich, exprime sa satisfaction de voir la paix européenne si gravement compromise au cours des dernières journées, maintenue grâce à l'attitude de raison et de conciliation des gouvernements anglais et français et à l'intervention, si opportune, du président Roosevelt » est également repoussé par 12 voix contre, 2 voix pour et 15 abstentions.

Un amendement de Neumayer, ainsi rédigé : « La C.A. constate que la persévérance de ces pourparlers a permis d'éviter le pire dans l'immédiat, mais elle craint que les accords de Munich, etc... » devait également être repoussé par 17 voix contre, 5 pour et 7 abstentions.

En fin de compte, le passage contesté (*voir ci-dessus*) était voté par 18 voix pour, 7 contre, 3 abstentions.

L'action du Centre syndical contre la guerre

Il est incontestable que l'activité des militants groupé dans le Centre syndical d'action contre la guerre a exercé une grosse influence sur les délibérations de la C.A. de la C.G.T., ainsi, d'ailleurs, que l'effort parallèle mené en commun par le Syndicat National des instituteurs et par le Syndicat National des Agents des P.T.T. Les communiqués du secrétariat du Centre ont donné, sur son activité propre, des renseignements précieux. Reproduisons les documents principaux, et, en premier lieu, le texte de l'appel pour le meeting (interdit) du vendredi 16 septembre :

---

(1) Le même Raynaud vota contre le même texte en séance plénière. On sait que Raynaud n'en est à une palinodie près. On sait aussi qu'il est soumis à la surveillance de son ami Hénaff.

Arrière les canons !

La guerre menace. Déjà les préparatifs se poursuivent fiévreusement. Chaque jour, des hommes sont arrachés à leur foyer. Allons-nous revoir, centuplées, les horreurs de 1914-1918? Allons-nous faire la guerre pour « sauver » la paix et la liberté?

Non! On ne sauve pas la paix par la guerre. On ne défend pas la liberté en jetant l'Europe entière dans la servitude militaire.

On ne sauvera pas les Tchèques en les livrant, avec tous les peuples au carnage. Le conflit actuel n'est, d'ailleurs, qu'une conséquence du Traité de Versailles condamné pendant quinze ans par toutes les organisations ouvrières.

Oui! Arrière les canons!

L'affaire tchécoslovaque peut et doit se régler pacifiquement. C'est l'intérêt du peuple tchèque comme de tous les peuples. C'est votre intérêt, travailleurs français. Il n'est pas vrai que vos conquêtes sociales puissent être conservées autrement que dans la paix.

Les boniments de 1938 ne valent pas mieux que ceux de 1914. N'y croyez pas.

Venez affirmer votre volonté de paix en assistant au grand meeting, vendredi 16 septembre, à 20 h. 30, grande salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, sous la présidence de Mathé, des P.T.T., avec les orateurs suivants : G. Dumoulin, secrétaire de l'Union des Syndicats du Nord; Fronty, secrétaire des Agents de P.T.T.; Hagnauer, du bureau du Syndicat National des Instituteurs; Largentier, secrétaire du Livre parisien; Georges Pioch, des groupements pacifistes; Lucien Huart, de la S.I.A.; Marceau Pivert, du Parti Soc. Ouv. et Paysan; Hélène Laguerre, de la Ligue des Mères; Frémont, de l'Union anarchiste; René Gerin, de la L.I.C.P.; Roger Monclin, de la Patrie Humaine.

Pour l'organisation de ce meeting, le Centre, comme le lui permettait la résolution de la Conférence nationale tenue à Paris à la Pentecôte, avait collaboré avec certaines organisations extérieures au syndicalisme : Union anarchiste, Solidarité internationale antifasciste, Parti socialiste ouvrier et paysan, Ligue des mères, Comité de vigilance des intellectuels, Patrie Humaine, *Ligue internationale des combattants pour la Paix. Survint l'accalmie de Berchtesgaden, puis, brusquement, nous nous trouvons devant l'alerte de Godesberg, et, le samedi 24 septembre, les affiches de mobilisation des hommes portant le fascicule 2 et 3 sont apposées sur les murs des mairies. Le Centre syndical organise immédiatement, pour le dimanche 25, à la Maison du Livre du boulevard Blanqui, une assemblée de ses responsables, où sont également conviées les organisations précitées. D'autres organisations viennent (C.G.T.S.R.; Cercle syndicaliste lutte de classe; Parti ouvrier internationaliste), mais l'accord ne peut se faire avec elles. La résolution suivante est cependant adoptée :*

Devant le péril imminent, le Centre syndical d'action contre la guerre, fort de l'approbation chaque jour croissante de milliers de militants et de nombreuses organisations syndicales régulières de la C.G.T., dénonce ceux qui osent traiter de déshonneur et de trahison les efforts faits pour sauver la paix;

L'honneur de la classe ouvrière ne peut être engagé dans un conflit impérialiste né du Traité de Versailles et la seule trahison, c'est de pousser le prolétariat français à se battre pour maintenir l'intégrité d'un pays arbitrairement créé il y a vingt ans au mépris de la volonté de certaines des populations intéressées. Trahison d'autant plus odieuse que sur le principe d'une cession territoriale du pays des Sudètes l'accord général semble réalisé.

Le Centre syndical déclare que n'importe quel arrangement vaut mieux qu'une guerre même victorieuse. Il rappelle à la C.G.T. que son devoir, en ces heures tragiques, est de s'opposer à la guerre. Il fait appel à la conscience de classe des travailleurs obscurcie par une abominable campagne d'excitation guerrière.

Que tous les militants multiplient les initiatives contre la guerre. Qu'ils s'élèvent auprès des pouvoirs publics et de leur organisation syndicale contre tout entraînement à des mesures irréparables, telle que la mobilisation générale et à plus forte raison, contre tout déclenchement d'hostilités à la frontière franco-allemande.

Le lundi soir, les militants mandatés se réunissent et rédigent l'appel suivant, lancé par affiches et par tracts :

Mobilisation générale... pour la paix

Rien n'est encore perdu!

Sous l'égide du Centre syndical d'action contre la guerre, nous appelons le peuple travailleur de France à faire un vaste effort pour sauver la paix.

La guerre ne résoudrait rien. Elle serait un suicide collectif. Nous ne voulons pas sacrifier des millions de vies humaines pour le maintien du traité de Versailles, ni pour des rivalités impérialistes.

On ment au peuple quant on le pousse à la guerre pour défendre la Tchécoslovaquie. La première victime d'un conflit armé serait le peuple tchécoslovaque lui-même.

Il y a quelques jours, un accord avait été conclu pour le règlement de la question des minorités. Permettrez-vous, aujourd'hui, que, pour des raisons de procédure et de prestige (évacuation de territoires, etc...), on noie l'Europe dans le sang?

Non! Plus que jamais, la question doit être réglée par des négociations pacifiques.

Que par leur sang-froid les travailleurs de France résistent à la marée quotidienne de fausses nouvelles et d'excitations guerrières, d'où qu'elles viennent.

Ouvriers et paysans, nous avons tout à perdre dans la guerre. Passons à l'action pour l'éviter.

Exigeons du gouvernement qu'il poursuive inlassablement les plus grands efforts pour maintenir la paix. Le peuple de France doit le pousser à tout oser dans cette voie.

Il ne s'agit pas de tout céder à Hitler. Il s'agit de mettre fin en Europe centrale à une situation impossible, pour ouvrir enfin une voie à la paix désarmée.

Il est faux de dire qu'on détruira le fascisme par la guerre qui, au contraire, étendrait les dictatures à l'Europe entière.

Il n'y a pas de déshonneur à négocier. Le déshonneur serait de ne pas tout faire pour empêcher le conflit.

Rien n'est perdu... à la condition de nous mobiliser tous contre la guerre.

Quoique poursuivie — sur la dénonciation publique du sieur Cogniot le Mouchard — ce texte a un immense retentissement, et, quelques jours après, le mercredi 28, quand tout semblait perdu, c'est ce que demandait le Centre syndical qui se fait : la conférence de Munich.

Aussitôt connu l'accord de Munich, les organisations réunies sous l'égide du Centre syndical tirent les leçons de l'événement par un nouveau tract (tiré à 600.000 exemplaires) dont voici le texte :

La guerre recule!
Il faut en finir avec elle

Le Centre syndical d'action contre la guerre avait donc raison de se dresser contre le danger menaçant et d'en appeler à vos intérêts et à votre cœur pour sauver la paix.

La paix n'est pas encore assurée. Nous voulons croire que les gouvernants donneront suite à leur idée d'un conférence internationale généralisée et qu'au cours de celle-ci ils procéderont à la revision indispensable du Traité de Versailles.

Que cet espoir ne nous empêche pas d'agir, car la vraie paix ne sera établie que par l'action du peuple : manuels et intellectuels, ouvriers et paysans.

Ne méconnaissons pas non plus les vraies cau-

ses de guerre qui résident dans les rivalités impérialistes auxquelles nous avons le devoir de mettre fin.

Toutefois, n'oublions pas, n'oublions jamais l'attitude inqualifiable, en ces jours tragiques, du parti communiste français, de sa presse, de ses annexes et de ses agents, qui se sont efforcés ignoblement de rendre la guerre inévitable.

Tandis que, à côté de nous et avec nous, de nombreuses et importantes organisations syndicales ont fait un vigoureux effort pour la paix, la direction de la C.G.T. s'est tenue dans une réserve sans excuse. Elle aurait pu agir utilement au moment décisif. Elle ne l'a pas fait! C'est là une affaire qui se réglera dans les syndicats, où l'attitude du Centre syndical d'action contre la guerre ne pourra qu'être unanimement approuvée.

Continuons tous notre effort pour la paix, pour la vraie paix!

Aux gouvernements, qui, au nom de la fausse sécurité, vont vouloir augmenter les dépenses militaires, imposons, dans chaque pays, l'arrêt des armements.

Au patronat et à l'Etat, qui ont profité des circonstances pour tenter d'abolir les résultats sociaux de juin 1936, les travailleurs signifieront leur volonté de faire respecter les 40 heures, les conventions collectives, le droit syndical, etc.

La guerre recule! Mais il dépend de vous, camarades, qu'on n'éprouve plus jamais les angoisses de ces dernières semaines.

A l'action, à l'action toujours, contre la guerre!

L'initiative des instituteurs et des postiers

Dans le même temps que les militants du Centre syndical d'action contre la guerre déployaient l'activité que nous venons de retracer, le Syndicat National des Instituteurs et le Syndicat National des Agents des P.T.T. prenaient position de façon retentissante en lançant dans tout le pays la pétition ci-après :

Nous ne voulons pas la guerre

En ces heures graves, certains d'exprimer le sentiment de l'immense majorité de la population française, nous proclamons notre volonté de règlement pacifique de la crise internationale actuelle.

Alors qu'un accord était considéré comme possible il y a quelques jours seulement et que la question de principe était tranchée, comment pourrait-on admettre que, pour des questions de procédure, d'amour-propre ou de prestige, des hommes d'Etat mettent brusquement fin à une négociation poursuivie depuis des semaines et plongent l'Europe entière dans la plus épouvantable des guerres?

Nous demandons au gouvernement français de persévérer dans la voie des négociations sans se laisser décourager par les difficultés renaissantes.

Nous lui demandons de traduire dans ces négociations l'ardente volonté de paix du peuple de France, qui a laissé tant de victimes sur les champs de bataille de l'Europe.

Nous demandons que le message de raison du président Roosevelt soit entendu : « Il faut que la paix soit faite avant la guerre plutôt qu'après la guerre. La force n'apporte aucune solution pour l'avenir, ni pour le bien de l'humanité ».

26 septembre 1938.

Cette position se couvrit, en quelques jours, de dizaines de milliers de signatures.

*Voici, d'après un article de Delmas, dans l'*Ecole libératrice, *comment elle fut lancée et accueillie :*

...Il est certain que l'aggravation de la situation à partir du 24 septembre exigeait la mise en mouvement de nos énormes possibilités de propagande. Pour faire échec à l'action d'un presse qui, quelques rares journaux mis à part, admettait l'idée de la guerre inévitable et s'attachait à faire accepter cette idée par l'opinion, il devenait nécessaire de constituer un noyau de résistance et de rassembler autour de ce noyau solide toutes les bonnes volontés, quelles que puissent être, sur d'autres points, les divergences d'opinion ou de pensée.

Convoqués par télégramme, les membres du Bureau du S.N. se sont réunis dans la matinée du 26 septembre au siège du S.N. Ils ont reçu la visite des membres du Bureau du Syndicat National des Agents des P.T.T. dont l'état d'esprit correspondait exactement au leur.

Une action commune de nos deux organisations a été décidée sur-le-champ.

Notre pétition nationale contre la guerre, dont l'organisation a été mise sur pied en quelques heures, a immédiatement rencontré l'adhésion instinctive des masses populaires.

Est-il nécessaire de dire longuement que les pacifistes de toutes tendance se sont pressés dans nos locaux pendant des heures pour donner leur signature personnelle ou pour demander des listes de pétition? Le vieil anarchiste coudoyait la mère de famille sans opinion politique arrêtée, dont le fils venait d'être « rappelé ». Le libre-penseur signait à côté d'un catholique pratiquant. Un curé est venu chercher des feuilles de pétition au moment où les délégués des ouvriers d'une grande usine métallurgique rapportaient, couvertes de signatures, celles qu'ils avaient demandées le matin.

On vient de m'interrompre dans la rédaction de cet article pour m'apprendre simultanément l'adhésion de M. Gaston Martin, qui fut à la tête de la franc-maçonnerie, et celle de M. Reille-Soult, député du Tarn, qui, si je ne me trompe, se réclame des traditions bonapartistes.

Ainsi, notre effort en vue de conduire les négociations jusqu'à l'accord final répond aux sentiments profonds de tous les éléments de la population française.

Le Président du Conseil a pu avoir sous les yeux, avant de partir pour Munich, les premiers milliers de signatures recueillies à Paris. Je suis convaincu que notre action, qu'il a connue dès la première heure, n'a fait que renforcer sa volonté d'aboutir à un arrangement pacifique. Le gouvernement français a su résister jusqu'à présent aux excitations dangereuses et criminelles de ceux qui, selon la saisissante formule de Jean Piot, dans l'*Œuvre*, s'octroient « le droit de jouer les paladins et les Don Quichotte avec la peau des autres ». Il n'a qu'à persévérer dans cette voie raisonnable et humaine. De cette façon seulement la paix peut être sauvée.

J'ai dit ce que nous avions tenté et réalisé, j'ai exprimé notre satisfaction et nos espoirs.

Je n'ai pas tout dit.

Moi aussi, en cet instant, je suis partagé entre deux sentiment : la fierté et la honte.

Fierté d'avoir contribué, dans une certaine mesure, à ce rassemblement nécessaire des pacifistes, où les syndicalistes de toutes les organisations sont venus si nombreux.

Mais honte d'être un des militants d'un formidable mouvement ouvrier qui, au cours de cette période, n'a pas été dans son ensemble à la hauteur de ses traditions et de ses devoirs.

Les marins, les mineurs, les dockers...

*Le 29 septembre, jour de la conférence de Munich, l'*Œuvre *publiait un appel des dirigeants syndicaux des marins, des mineurs et des dockers, trois organisations rassemblant au total* 800.000 *adhérents. Voici ce document :*

Les bureaux des Fédérations corporatives des inscrits maritimes, des ports et docks et des mineurs, renouant une vieille tradition de solidarité et d'action commune, se sont réunis pour procéder à un examen approfondi de la situation internationale.

Ils se sont trouvés unanimes pour proclamer, dans la complète assurance de traduire fidèlement la pensée profonde des travailleurs de leurs corporations, leur ardente volonté de voir régler pa-

cifiquement la crise actuelle, si lourde de menaces contre les droits acquis de la classe ouvrière, contre les libertés, contre la civilisation.

En conséquence, ils donnent leur totale approbation aux propositions du président Roosevelt, tendant à donner une solution pacifique à tous les conflits internationaux et singulièrement au conflit tchéco-allemand.

Ils affirment avec force leur reconnaissance au président de la République américaine qui, dans les heures tragiques que vivent les peuples, a voulu donner à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, des raisons d'espérer que la paix sera sauvegardée et, qu'une guerre, dont ils sont certains qu'elle ne résoudrait rien, sera écartée.

Le bureau de la Fédération des Inscrits maritimes : Eugène Hlers, Amédée Leseigle.

Le bureau de la Fédération des Ports et Docks : Lorriot, Blanckaert, Le Gall, Picquemal.

Le bureau de la Fédération des Mineurs : Pierre Vigne, René Bard, Kléber Legay, Firmin Panissal.

⁂

Par les textes qui précèdent, on aura — du moins l'espérons-nous — une idée assez complète de la réaction syndicale au cours d'une semaine qui pourrait, sans exagération, être qualifiée de tragique. Quel contraste avec le mutisme observé par la direction de la C.G.T. du 21 au 30 septembre! Et quel contraste aussi avec les proclamations belliqueuses des organisations au pouvoir des staliniens! Ce n'est pas la faute de ceux-ci si la guerre n'a pas éclaté. Il est heureux qu'au moment décisif, leur politique, qui avait des défenseurs au sein même du gouvernement, ait été écartée. Mais ils ne sont pas près de nous pardonner d'avoir contribué, si peu que ce soit, à ce résultat. — M. Ch.

Deux remarques

(A propos de la « R. P. » du 25 septembre)

I. Je vois mal en quoi le rôle de la *R. P.* devient chaque jour plus délicat, plus difficile. En effet, qui s'offusque de constater que nos divergences de vues sont parfois considérables manque de la psychologie la plus élémentaire.

Le libéralisme syndical repose sur ce fait d'évidence que notre expérience sociale n'est jamais identique à celle de ceux qui, en apparence, sont les plus près de nous.

Je trouve donc très normal que Lavenir, Ballereau, Chambelland, Thevenon, Duperray etc. critiquent à leur guise les *amis de l'Ecole émancipée.* Leurs griefs ont à mes yeux une valeur très inégale : les uns me font rire (ils me paraissent venir d'amoureux dépités par les succès de la belle qu'ils ont quittée); d'autres m'intéressent; d'autres m'inquiètent; d'autres enfin m'apprennent que nous aurions tort à l'*Ecole émancipée* de ne pas tenir compte de certains reproches fraternels. Toutes ces critiques m'instruisent, si peu que ce soit; et je serais désolé si elles ne voyaient pas le jour. Je me borne à demander que l'on prenne nos critiques avec la même philosophie.

En somme, la chose est d'une simplicité enfantine et je suis très supris qu'on ait parlé d'un « malaise » existant à la *R. P.* Il nous est facile à tous d'être libéraux. Il nous suffit de *comprendre* que notre *compréhension d'autrui* est toujours imparfaite et, ainsi, que les opinions contraires aux nôtres ont le droit de se faire valoir en toute liberté. Quand nous avons cette idée, nous ne tremblons plus pour la solidité de notre revue ou l'unité mal comprise de notre syndicat.

II. Passons à un autre sujet. Comme secrétaire pédagogiques des Amis de l'*Ecole émancipée,* j'ai lu avec le plus vif intérêt l'étude de Celin Dautreux, car je venais d'envoyer à l'*Ecole émancipée* deux articles sur le livre vraiment capital de Lancelot Hogben : *les Mathématiques pour tous* (1).

Lancelot Hogben veut que les mathématiques soient largement démocratisées et dépouillées de tout l'appareil mystérieux dont les entoure la bourgeoisie. Pourquoi? Parce qu'une diffusion extrêmement étendue de la culture mathématique ne peut que servir le prolétariat. Le professeur d'Aberdeen écrit avec humour :

« Au temps de Diderot la vie et le bonheur des hommes pouvaient encore dépendre de la stricte soumisison aux croyances religieuses. Aujourd'hui la vie et le bonheur du peuple dépendent de plus en plus de l'interprétation correcte que nous donnons aux statistiques publiques... Quand un comité d'experts annonce que l'homme moyen peut vivre sur son indemnité de chômage ou que l'enfant moyen a suffisamment de lait, la simple mention d'une moyenne ou l'énoncé d'une suite de chiffres suffit à paralyser tout esprit critique. En réalité, la moitié ou même plus de la moitié de la population est incapable de vivre avec ce qui suffit à l'homme *moyen* ou à l'enfant *moyen.* La majorité des gens qui vivent aujourd'hui dans les pays civilisés ne peuvent ni lire, ni écrire couramment en langage mathématique... Le moderne Diderot doit apprendre la langue algébrique pour assurer sa propre défense parce qu'aucune société n'offre de sécurité sous la conduite de gens trop habiles. »

Celin Dautreux vient en aide au moderne Diderot. Il nous montre que les prix à paramètres sont un truc inventé par les industriels pour se procurer des superbénéfices. Eh bien! je crois que ce truc peut être mis en évidence même dans une école primaire élémentaire.

Au cours moyen ou supérieur d'une école primaire à une seule classe voici comment, — après une brève causerie sur la hausse des prix et le retard des livraisons, — grâce à un problème-type la question des prix à paramètres peut être posée.

Problème. Un industriel a reçu une commande s'élevant à 450.000 francs. Il fait ses calculs. Il trouve que les salaires et les marchandises qu'il devra payer s'élèveront aux 2/5 de cette somme de 450.000 francs. Le reste de la somme constituera son bénéfice brut ou marge bénéficiaire. Quelle sera cette marge bénéficiaire? (R : 270.000 francs).

Les prix étant à la hausse, l'industriel ne livre sa commande qu'au bout de 6 mois. Il lui fait subir une majoration globale de 17 pour 100. Combien touche-t-il? (R : 526.500 francs).

Sur les salaires et les marchandises l'industriel subit une majoration de 20 pour 100. Combien dépense-t-il réellement? (R : 216.000 francs). Quelle est sa nouvelle marge bénéficiaire? (R : 310.500 francs). Calculez le superbénéfice (R : 40.500 francs).

Dans le problème précédent j'ai simplement transposé les données du camarade Dautreux. Plusieurs problèmes analogues peuvent être données en faisant varier la marge bénéficiaire, la majoration globale, les salaires, le prix des marchandises. Ainsi les écoliers verront clairement quand Il y a superbénéfice et quand il atteint un taux élevé.

Sur le non-emploi des chômeurs et le recours aux heures supplémentaires la question est moins compliquée. En partant de l'exemple donné par notre camarade, on pourra imaginer de nombreux problèmes où la paie se fera tantôt par semaine tantôt par quinzaine et où le patron emploiera non seulement des hommes, mais des femmes. Il sera aisé de mettre en relief la rapacité patronale.

Les mathématiques enseignées avec simplicité, en recourant constamment aux dessins explicatifs, aux graphiques, permettent de faire comprendre un grand nombre de phénomènes économi-

(1) *Les mathématiques pour tous,* par Lancelot Hogben, 1 volume in-8 de 685 pages. (Payot éditeur. Prix 100 francs).

ques : par exemple comment croît la dette publique par le jeu des intérêts composés. Un budget à la main, il est facile de faire voir en se servant d'un rectangle diversement hachuré quelle place y tiennent les dépenses improductives (armée, marine, aviation, colonies). La malfaisance de la guerre peut être mise en lumière par des problèmes qui saisiront l'esprit enfantin tout en l'habituant à l'usage constant *du nombre langage de la science* (2).

Puisse cette lettre rendre service à mes collègues et aussi engager les techniciens qui lisent notre revue à nous donner des études à données numériques précises. Elles nous feront parfaitement connaître le régime intérieur des ateliers.

A. V. JACQUET.

Blacé (Rhône), le 2 octobre 1938.

(2) C'est le titre même d'un très beau livre du professeur Tobias Dantzig. La bourgeoisie a si peur du nombre langage de la science que les programmes Jean Zay ne lui font pas une place suffisante dans les horaires. Tout y est sacrifié à la littérature.

ENTRE NOUS

Notre appel — notre cri d'alarme — a été entendu et nous remercions les nombreux camarades qui y ont répondu. Les chiffres que nous publions ci-dessous montrent l'effort fait par souscripteur et abonnés de soutien. Cet effort nous permet d'envisager l'avenir immédiat avec moins d'inquiétude.

Ce résultat est d'autant plus beau que la gravité des événements retenait l'attention de tous et que nous avions craint que dans ces conditions notre appel passe inaperçu. Il n'en a heureusement rien été et nos amis ont fort bien compris qu'aider la R. P., *c'était également contribuer à l'action nécessaire contre la guerre.*

Il ne s'agit cependant pas de s'arrêter en chemin et de considérer que la vie de la R. P. *est définitivement assurée. Si nous n'y prenions garde, si l'effort se ralentissait, nous nous retrouverions bientôt dans la même situation qu'au début septembre. Un point faible apparaît en outre dans les résultats obtenus : la très petit nombre d'abonnements nouveaux que nous avons reçus en septembre. Les circonstances ne se prêtaient guère au recrutement, il est vrai; et la situation paraît à ce point de vue s'améliorer en octobre. Mais c'est pourtant du côté recrutement de nouveaux abonnés que doit porter l'effort principal de nos amis : nous aider matériellement est bien, faire de nouveaux abonnées est encore mieux.*

Beaucoup de camarades, en renouvelant leur abonnement, l'ont complété à 50 fr. et nous ont adressé quelques mots d'encouragement au talon de leur chèque postal. Nous ne pouvons tout publier; nous reproduirons dans le prochain numéro quelques lettres significatives. Aucune de ces lettres n'est favorable à l'augmentation de l'abonnement; la cause est donc entendue. Quelques camarades préconisent — et certains ont déjà réalisé — des groupes locaux d'amis de la R. P., *sous des formes diverses. Cette méthode a déjà donné d'excellents résultats dans la Gironde et les Landes en particulier.*

Nous continuerons à publier les suggestions de nos amis.

Envoyez-nous également des listes d'abonnés possibles soigneusement choisis.

Les circonstances doivent être favorables au développement de la R. P. : *accentuons notre propagande et nos efforts.*

Voici par exemple le remède héroïque que nous propose un camarade de l'Est :

Si nous ne sommes pas des « *mulets* » nous en trouverons. Dans nos propres poches d'abord. Charité bien ordonnée ne commence pas avec l'argent des autres. Personnellement je n'ai jamais de sous. Je donne tout ce que je gratte à ma femme et elle en manque souvent quoique nous vivions très pauvrement.

Pourtant je lui ai signifié que si de nouvelles organisations — convenablement actives — prenaient naissance nous aurions, quoi qu'il en coûte, à les soutenir pécuniairement. Pour cela nous jeûnerons, soit tous les 4, parents et enfants, 1 fois par mois, ci : 25 francs, soit parents seulement mais 2 fois, ci : 25 francs encore.

Les catholiques le font bien pour l'amour de Dieu. La révolution ne mériterait-elle pas autant l'affection de ceux qui croient en elle ? Mais attention : nous ne voulons pas être des poires; nous nous engageons à condition que les 1200 abonnés de la *R.P.* s'engagent aussi. Cela doit vous faire un budget minimum de 30.000 francs par mois pour la propagande antibonzes.

EN PLEINE ILLEGALITE

Persécutions contre la « R. P. »

Le gouvernement Daladier-Sarraut continue sa besogne de préfascisme. Ne se contentant pas de tuer le régime parlementaire en enlevant aux Chambres, par l'emploi continu des décrets-lois, leur fonction propre qui est de légiférer, — ne se contentant pas d'user de tout l'arsenal de lois dont il dispose pour poursuivre les rares journaux indépendants, — au mépris de toute légalité, — il fait exercer par la police un chantage sur les marchands de journaux pour que ceux-ci ne vendent point des journaux parfaitement légaux, ne contenant que des articles non poursuivables, mais non conformistes.

La chose était déjà arrivée au « Libertaire » lors du voyage du roi d'Angleterre; maintenant c'est notre « Révolution prolétarienne » qui est frappée. Nous sommes avisés que plusieurs de nos dépositaires parisiens ont été avertis par la police que notre dernier numéro était saisi.

C'est là un mensonge impudent.

Une publication ne peut être saisie que si elle est poursuivie, et qu'il y a une ordonnance de saisie d'un juge d'instruction.

Nos dépositaires sont donc invités à refuser formellement de laisser prendre par la police aucun numéro de notre revue ou d'aucun journal, si on ne leur fournit pas la justification des poursuites engagées et d'une ordonnance de saisie consécutive, — et de continuer, malgré tout ce qui pourra leur être dit, à vendre et à afficher les numéros soi-disant « saisis ».

Si, en outre, ils peuvent avoir l'identité du policier qui tenterait de pratiquer la pseudo-saisie, ou leur ferait quelque menace que ce soit, qu'ils s'empressent de nous prévenir : nous le poursuivrons en justice.

***

Par ailleurs, nous sommes avisés par nos camarades suisses que la « R. P. » est désormais interdite en Suisse et que tous les exemplaires que nous y envoyons sont arrêtés à la poste. O démocratie!

Puissent ces persécutions dont nous sommes l'objet, resserrer davantage encore autour de notre revue les lecteurs et les amis de la « R. P. ».

Le gérant : M. CHAMBELLAND. Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

Les derniers événements nous ont montré la nécessité de bien comprendre les rivalités impérialistes et leurs raisons économiques

Pour cela il faut lire :

Précis de Géographie économique

par HORRABIN

traduit par J. Péra

45 cartes **prix : 9 fr. franco**

Adresser la commande et son montant à notre C. C. P. :
« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Compte N° 734.99. Paris

L'attitude inqualifiable des communistes durant la dernière crise a commencé à dessiller pas mal d'yeux

---

Il faut en profiter pour faire connaître

la vérité sur l'U.R.S.S.

Pour cela diffusez inlassablement la brochure d'

YVON

Ce qu'est devenue la Révolution russe

Les 5 exemplaires : 10 francs **Les 10 exemplaires : 18 francs**

L'exemplaire : 2 frs. 50

Autres ouvrages sur l'U.R.S.S.

Yvon (*préface d'André Gide*) : **L'U.R.S.S. telle qu'elle est** **prix : 28 frs.**

A. Ciliga : Au pays du grand mensonge **prix : 28 frs.**

Andrev Smith : J'ai été ouvrier en U.R.S.S. **prix : 18 frs.**

Adresser les commandes et leur montant à notre C. C. P. :
« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Compte N° 734.99. Paris